

WAWIR

CORRESPONDENCE - GOVERNMENT OF KENYAN OH -
INCOMING

13 JAN - 30 SEPT 1964

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED

84/1006 RW 1009

UNCLASSIFIED

SERIES 510002

BOX

7

FILE

2

ACC.

1918/0202

THE REPUBLIC OF RWANDA
MINISTRY OF HEALTH
P.O. BOX 84 KIGALI.

30th September 1994
Nº 448/94

✓ Major General G.C. Tousignat
Force Commander
UNAMIR
KIGALI.

Dear General,

I acknowledge with thanks and appreciation your letter dated 26th September 1994 related to UNAMIR MEDICAL ASSISTANCE TO BYUMBA CLINIC.

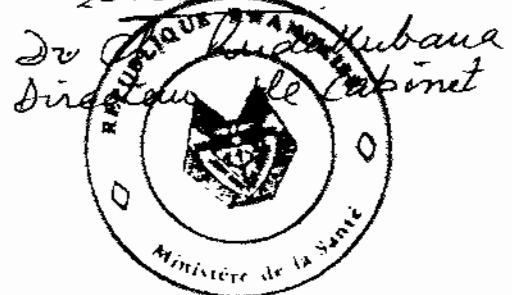
I wish to let you know that approval for medical assistance to Byumba Clinic is hereby granted. I however refer you to the Byumba Medical Officer Captain Dr Mark SEBAGANJI who will determine what sort of assistance is needed and where in Byumba it can best be based.

Best regards.

The Minister of Health

Col. Dr. Joseph KAREMERA

C.:
- Capt. Dr. Mark SEBAGANJI
MEDIRESA
BYUMBA.



②

CO NICOT

Please take for action.

A 4/11 MA

③ Seen
JL Ke
5 Nov 94

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION
B.P. 179 KIGALI

N° 0153 /03.00/CAB/COOP

①

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda à Kigali (MINUAR) et a l'honneur de lui communiquer, à l'intention du Ministère des Relations Extérieures du Burkina Faso, ce qui suit:

Le Gouvernement et le Peuple rwandais apprécient hautement le geste humanitaire du Gouvernement et de la population Burkinabe en faveur du Peuple rwandais actuellement éprouvé.

Le Gouvernement Rwandais est disposé à recevoir la délégation gouvernementale du Burkina Faso à la date qu'indiquera le Gouvernement Burkinabe.

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise remercie la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) de son entremise et saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Kigali, le 27



✓ MISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'ASSISTANCE AU RWANDA (MINUAR)
KIGALI

② SRSG

In/o.

[Signature]
29 Sep 94

UNAMIR

IN 3233 ①

94 SEP 27 06 16

B.P. 30481
Nairobi, Kenya
TELEX: 22198 DOMCANKE
TEL: (254-2) 21-4804

URGENT

FICHE DE TRANSMISSION

NUMÉRO FAX: (254-2) 21-6485

DATE: 1^{er} 27 septembre 1994 DE: NROBI WAGR-0965
A: Général Jean-Guy Tousignant
Commandant des Forces Armées
UNAMIR
Kigali
NO. FAX: (1-212) 963-3090
SUJET: Visite au Canada du Premier Ministre du Rwanda,
Le très honorable Faustin Twagiramungu
EXPÉDITEUR: Haut-Commissariat du Canada
NAIROBI, Kenya
NOMBRE DE PAGES: 3 (incluant page couverture)

Général,

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir transmettre dans les plus brefs délais la lettre en annexe au très honorable Faustin Twagiramungu, Premier Ministre de la République du Rwanda. Les autorités canadiennes attendent une réponse du Premier Ministre Twagiramungu dans les heures qui suivent.

Merci de votre collaboration.

le Conseiller,

③ For Filing

JCF

28 Sep 94

J.C. Wall

② FC
Original sent to
Prime Minister by LO.
For your info.

JCF
27 Sep 94
FC

UNAMIR

IN 3233

34 SEP 27 06 16

R.P. 3041
Nairobi, Kenya
TELEX: 2124 DOMCANKE
TEL: (254-2) 21-4304

URGENT

FICHE DE TRANSMISSION

NUMÉRO FAX: (254-2) 21-6485

DATE: le 27 septembre 1994 DE: NROBI WAGR-0965
A: Général Jean-Guy Tousignant
Commandant des Forces Armées
UNAMIR
Kigali
NO. FAX: (1-212) 963-3090
SUJET: Visite au Canada du Premier Ministre du Rwanda,
Le très honorable Faustin Twagiramungu
EXPÉDITEUR: Haut-Commissariat du Canada
NAIROBI, Kenya
NOMBRE DE PAGES: 3 (incluant page couverture)

Général,

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir transmettre dans les plus brefs délais la lettre en annexe au très honorable Faustin Twagiramungu, Premier Ministre de la République du Rwanda. Les autorités canadiennes attendent une réponse du Premier Ministre Twagiramungu dans les heures qui suivent.

Merci de votre collaboration.

le Conseiller,

J.C. Wall
J.C. Wall

Canadian High Commission



Haut Commissariat du Canada

B.P. 30481
Nairobi, KENYA

le 26 septembre 1994

Le très honorable Faustin Twagiramungu
Premier Ministre de la République du Rwanda
Kigali, RWANDA

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à votre conversation avec le Sous-ministre adjoint, M. Marc Perron, le 23 septembre, je suis heureuse de vous informer que le Ministre des Affaires Étrangères, l'honorable André Ouellet, est prêt à vous recevoir à Ottawa le 5 octobre prochain. Le contenu du programme pourrait être tel que suggéré en annexe. Malheureusement, M. Ouellet ne sera pas disponible plus tard dans la semaine.

Je vous prie, Monsieur le Premier Ministre, de m'informer aussitôt que possible si les dates et programme suggérés vous conviennent. Vous pouvez nous contacter aux numéros suivants: téléphone (254-2) 214-804, télécopieurs (254-2) 216-485 ou 226-987. Au cas où vous éprouveriez de la difficulté à entrer en communication avec nous, vous pourriez contacter le Sous-ministre adjoint (Afrique et Moyen-Orient), M. Marc Perron, téléphone (1-613) 944-6258, télécopieur (1-613) 995-7348 ou le Directeur (Afrique occidentale, centrale et Maghreb), M. Gabriel Lessard, téléphone (1-613) 944-6578, télécopieur (1-613) 944-3566, ou encore, vous pourriez transmettre votre réponse par l'entremise du Général Toussignant, téléphone: (1-212) 963-3092, télécopieur: (1-212) 963-3090.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

La Haut-Commissaire du
Canada,

Lucie Edwards

ANNEXEPROJET DE PROGRAMMEVISITE AU CANADA
LE 5 OCTOBRE 1994DUTRÈS HONORABLE FAUSTIN TSHIRANYANGU
PREMIER MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE DU RWANDAle 5 octobre

- A.M.: - Déjeuner de travail avec l'honorable André Guellet
Ministre des Affaires Étrangères
- P.M.: - Participation à la période des questions
en Chambre des Communes
- Rencontres possibles avec:
le Premier ministre du Canada, le très honorable Jean
Chrétien
la Secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique)
au sein du portefeuille du Ministre des Affaires
Étrangères, Mme Christine Stewart
la Présidente de l'Agence canadienne de Développement
international, Mme Huguette Laballe
- Soirée: - Dîner offert par la Secrétaire d'État (Amérique
latine et Afrique), Mme Stewart

le 6 octobre

Autres discussions

REPUBLIC OF RWANDA
MINISTRY FOR INTERNAL AFFAIRS
AND COMMUNAL DEVELOPMENT
B.P. 446
KIGALI

Kigali, 17th September 1994

No. 1/00/04-99.01/1

To His Excellency the Special Representative of the
the Secretary General
KIGALI

Excellency,

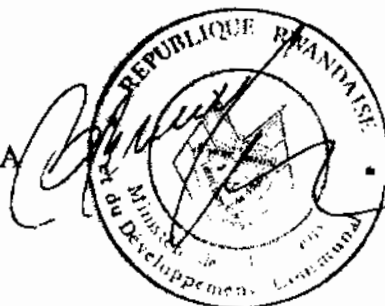
As discussed with the Deputy Force Commander of the UNAMIR today, this is to confirm that the Government of Rwanda is ready to receive from UNAMIR the stock of arms and military equipment seized by the UNAMIR so far.

We have agreed that the handing-over ceremony would be a brief and low-key ceremony entailing the handing over of the arms and equipment with at any appropriate within the week starting on Monday 19 September 1994. Needless to say that we will keep our joint effort in ensuring that all arms which may be in unauthorized hands are recovered so that they can be redirected to the use they are meant for in ensuring security for all the Rwandese people under very strictly controlled conditions of use.

While awaiting for your confirmation on the date of the handing over ceremony within the next week, I remain

Yours sincerely

SETH SENDASHONGA
Minister



CC:

- His Excellency the President of the Republic of Rwanda, Kigali
- His Excellency the Prime Minister, Kigali
- His Excellency the Minister for Defence, Kigali
- His Excellency the Minister for Justice, Kigali
- His Excellency the Minister for Foreign Affairs and International Cooperation, Kigali

②

FC
Sir,

As we discussed the
weapons will be handed over
tomorrow morning at 1000h.
23/9
DFG/65

③

F. Filing

a. Action taken

FC

27 Sep 94

Kigali, le 16 SEP 1994
N° 08.00/13

Monsieur le Ministre de la
Coopération Canadienne
OTTAWA.

Objet :

Requête d'aide urgente
pour la relance de
l'Enseignement Primaire
et Secondaire au RWANDA.

S/Couvert de Monsieur le Ministre
des Affaires Étrangères et de la
Coopération - KIGALI.

Monsieur le Ministre,

Suite à l'entretien que nous avons
eu avec le Général Roméo DALLAIRE, Commandant sortant de la MINUAR
(Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda), nous
avons l'honneur de nous adresser à votre autorité pour une aide
urgente pour pouvoir relancer l'enseignement primaire et secondaire
au Rwanda, Pays meurtri et ravagé par la guerre.

En effet, Monsieur le Ministre,
suite à la guerre, la plupart de nos établissements scolaires ont
été détruits et/ou pillés. Nos besoins sont immenses, tout étant
presque à reconstruire. Seulement, pour le moment, nous avons
ciblé nos besoins les plus urgents en vue d'un démarrage rapide
des activités scolaires pour pouvoir terminer le dernier trimestre
de l'année scolaire qui était en cours. Vous trouverez la liste
de nos besoins urgents en annexe de cette lettre.

Nous vous précisons, Monsieur le
Ministre, que le Général Roméo DALLAIRE s'est généreusement dévoué
encore une fois, pour introduire et assurer le suivi de ce dossier.
Nous sommes confiants qu'avec votre compréhension, notre éternel
interlocuteur menera cette mission à bon port.

Vous remerciant d'ores et déjà de
l'attention que vous réserverez à cette requête, nous vous
assurons de notre franche collaboration.

RWIGEMA Pierre Célestin,
Ministre de l'Enseignement
Primaire et Secondaire

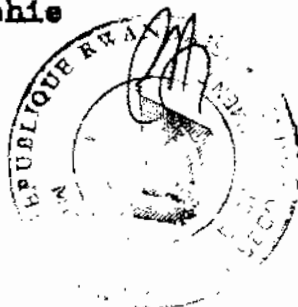
Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le
Président de la République
Rwandaise - KIGALI.
- Son Excellence Monsieur le
Premier Ministre - KIGALI.
- Son Excellence Monsieur
l'Ambassadeur du Canada
à KIGALI.
- Le Général Roméo DALLAIRE



**Besoins urgents pour la relance immédiate
des activités scolaires au
RWANDA.**

- 1) 10 véhicules tout-terrain pour les 10 inspections d'Arrondissement.
- 2) 5 véhicules pour permettre au Ministère la coordination des activités.
- 3) 100 machines à écrire dont 50 machines mécaniques et 50 machines électriques
- 4) 20 photocopieuses.
- 5) 50 stencileuses
- 6) 10 Ordinateurs et 5 Imprimantes
- 7) Matériel de laboratoire pour les Sections
 - a) Médicales - Infirmières
 - Assistants Médicaux
 - Hygiène et Assainissement
 - Laborantins.
 - b) Scientifique
 - Math-Physique
 - Bio-Chimie.
- 8) Equipement matériel scolaire pour l'Ecole Sociale de Byumba, habituellement soutenue par la Coopération Canadienne.
- 9) Envoie des Coopérants Canadiens pour oeuvrer dans l'enseignement comme professeur :
 - des Sciences, Math-Physique, Chimie, Biologie
 - des Sciences humaines etc...
 - Langues, Histoire, Géographie



N.S.A.

RÉPUBLIQUE RWANDAISE



AMBASSADE A PARIS

N° AP/0098 /INFO

Paris, le 14 septembre 1994

12, rue Jadin
75017 PARIS
Tél: (1) 42 27 96 81
(1) 42 27 28 26
(1) 42 27 45 77
(1) 42 27 47 78
Fax: (1) 42 27 74 68

FAX A : Son Excellence Monsieur le Ministre
des Affaires Etrangères et de la
Coopération
KIGALI

TEXTE N° AP/0098/INFO DU 14/09/94

HONNEUR VOUS INFORMER QUE NOUS VENONS D'ÊTRE CONTACTÉS PAR
ASSOCIATION HUMANITAIRE "ESQUADRONS" A/C MINISTRE - SECTION DE
L'ACTION HUMANITAIRE, POUR SOLICITER DES FACILITES HUMANITAIRES
ET ADMINISTRATIVES LORS D'UNE OPERATION HUMANITAIRE QUI SERA
LANCEE A PARTIR DU MURUNDU LE 10/09/94 ET QUI DURERA ENVIRON
3 MOIS (Cf. ORDRE DE MISSION EN ANNEXE).

5 CAMIONS D'AIDES, 2 VEHICULES D'ESCORT AINSI QUE L'EQUIPE
NECESSAIRE A LA REALISATION SERONT ENGAGES DANS CETTE
OPERATION.

TRISHAUTE CONSIDERATION.

JOSEPH NZAKAMBA
CHARGE D'AFFAIRES A.I.





ORDRE DE MISSION n° 940913

MISSION ORDER

Je soussigné, Alain MICHEL, Président de l'association humanitaire EQUILIBRE, certifie que :
I the undersigned, Alain MICHEL, Manager of the humanitarian EQUILIBRE, certifies that :

Cette mission est officiellement mandatée, dans le cadre des activités de l'association, pour se rendre à :
This mission is officially mandated, in the framework of the activities of the Organisation, to go to :

RURUNDI / RWANDA

Personnel

On mission / Mission staff

Nom Surname	Prénom Given name	N° Passport	Qualité
JAFFRES	Luis	891055563	Coordinateur
GAUTHIER	Jacques	92100645	Chauffeur
CHAIONI	Jean-Philippe	911068583	Chauffeur
FRICHE	Jean-Yves	931022660	Chauffeur
GERARD	Christophe	931074418	Chauffeur
GUIBERT	Laurence	861107099	Logisticienne
HADINI	Marie-Jose	901053403	Responsable communication

Véhicule Vehicle	Marque Trademark	N° Immatriculation Registration	Autre
			AVION

Date de départ Departure date	Date d'arrivée Arrival date	Date de retour Return date
20/09/94	21/09/94	20/10/1994

Equilibre remercie les autorités civiles et militaires de l'aide qu'elles pourront apporter au bon déroulement de cette mission.
Equilibre thanks the civil and military authorities for their help in the good running of the mission.

Le Président, Alain MICHEL

Le Chef de mission, _____

Equilibre
14 bis Bd de l'Artillerie BP 7194
92100 Levallois-Perret
Tél. (33) 78 09 01 41 - Fax (33) 78 78 08 78
BENEFICIAIRE DES AIDES
AIDER EN HUMANITAIRE

Bureau d'achat : 14 bis Bd de l'Artillerie - BP 7194 - 92100 Levallois-Perret Cedex 07 - Tél : (33) 78 09 01 41 - Fax : (33) 78 78 08 78 - Téléc : 066 11 11 11

Paris : 6, rue Alphonse Gaudier - 75005 Paris - Tél : (33) 1 44 19 07 07 - Fax : (33) 1 44 19 07 08

Annexes : 15 EQUILIBRE - C.U.P. 3665 04 W Lyon

Association à but humanitaire et sans but lucratif - Insclée loi 1901 n° 12406 - Préfecture du Rhône - Recenseur d'intérêt général

nd 16 EQUILIBRE

J.N.R.A

REPUBLIQUE RWANDAISE



AMBASSADE A PARIS

N° AP/0095/INFO

(2) 50362

Info. A. N. G. M. A

12, rue Jadin
75017 PARIS
Tél.: (1) 42 27 38 31
(1) 42 27 38 26
(1) 42 27 46 77
(1) 42 27 47 70
Fax: (1) 42 27 74 88

Paris, le 13 septembre 1994

Son Excellence Monsieur le Ministre
des Affaires Etrangères et de la
Coopération
KIGALI

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que
j'ai été reçu en audience, ce 7 septembre 1994 par Monsieur
NDIRONK, Directeur de Cabinet du Secrétaire Général de l'ACCT.

L'entrevue concernait les points
indiqués dans votre fax du 01 septembre 1994 à savoir :

- 1) Déblocage des 2.000.000 FF accordés au Rwanda dans le
cadre de la promotion francophone.
- 2) Délégation de l'ACCT au Rwanda pour déterminer les actions
d'urgence à exécuter dans le cadre de la réhabilitation
et la reconstruction nationale.
- 3) Visite du Secrétaire Général de l'ACCT au Rwanda.

Concernant le premier point, le
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général a confirmé la
venue à Kigali du Directeur Général du Programme Spécial
du Développement (P.S.D.). Cette mission est à situer
début octobre 1994.

.../...

M. KUTTANI sera chargé de déterminer avec les autorités rwandaises les actions de solidarité, notamment la reconstruction des équipements matériels du système éducatif dans le primaire. C'est à ces actions de solidarité que devraient être consacrées 1.500.000 FR vu que l'autre million a déjà été versé à l'UNICEF au titre d'un protocole d'accord signé entre cet organisme et l'ACCT pour la fourniture des 500.000 vaccins contre la rougeole pour les enfants des réfugiés rwandais.

D'après M. NDIONK, M. KUTTANI devrait également obtenir du Gouvernement rwandais, des précisions lui permettant de déterminer la composition d'une mission multidisciplinaire à envoyer au Rwanda qui cette fois-ci, en vue d'appuyer le Rwanda dans la réhabilitation des infrastructures publiques et la reconstruction nationale, ferait une prospection couvrant presque la totalité des domaines d'intervention de l'ACCT.

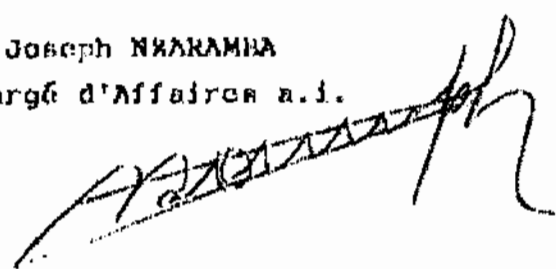
Un entretien séparé avec M. KUTTANI m'a permis de voir avec lui quelle forme devrait prendre une intervention plus globale et plus étendue de l'ACCT dans la reconstruction du Rwanda. M. KUTTANI est d'accord d'envisager le financement d'une étude, par l'ACCT, touchant à tout et dans laquelle les Bailleurs de Fonds n'auraient plus qu'à venir regarder avant de retenir le(s) projet(s) qui les intéressent(s).

Quant à la visite du Secrétaire Général de l'ACCT, le principe a été accepté. Le Secrétaire Général est prêt à se rendre au Rwanda le plus rapidement possible, les dates étant à déterminer de commun accord dans les prochains jours entre l'ACCT et le Gouvernement rwandais.

J'attirerais votre aimable attention sur l'importance d'une mise en place d'un groupe de travail commis à la préparation de ces deux missions.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Joseph NKARAMBA
Chargé d'Affaires a.i.



NZ.A

REPUBLIQUE RWANDAISE



AMBASSADE A PARIS

N° AP/0096/INRO

Paris, le 13 septembre 1994

12, rue Jadin
75017 PARIS
Tél.: (1) 42 27 80 81
(1) 42 27 38 26
(1) 42 27 46 77
(1) 42 27 47 79
Fax: (1) 42 27 74 88

Son Excellence Monsieur le Ministre
des Affaires Etrangères et de la
Coopération.

KIGALI

Monsieur le Ministre,

J'ai été reçu en audience ce 9 septembre 1994 par Monsieur
JANICOT, Sous-Directeur Général auprès du Directeur Général
de l'UNESCO chargé notamment des questions du Rwanda.

J'ai eu à lui présenter les remerciements du Gouvernement
rwandais au Directeur Général de l'UNESCO pour son aide
d'urgence de 500.000\$ aux réfugiés rwandais ainsi que pour
sa décision d'envoyer au Rwanda, en temps utiles, 200 ensei-
gnants de l'UNESCO pour la réhabilitation du système éducatif.

J'ai en outre souhaité que l'UNESCO participe avec davantage
de détermination et de moyens à la reconstruction du Rwanda en
soutenant les actions rentrant dans son domaine de compétence
(l'éducation, la culture et la science).

Pour ce faire, l'unesco devrait envisager l'envoi au Rwanda
d'une mission d'experts chargée de déterminer les priorités.

Monsieur JANICOT m'a enfin informé que le Directeur Général
est prêt à effectuer une mission au Rwanda, en septembre
octobre à une date à convenir rapidement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma
très haute considération.

Joseph NZARAMBA
Chargé d'Affaires a.i.

*Original sent to
Minister of Foreign
Affairs 5
14/9/94*

[Signature]
G.
Jean-Marc MA
Pse FL
NKA
A 14/9

Monsieur le Ministre de la
Défense Nationale
KIGALI.

Objet :

Déminage des terrains
scolaires.

✓ Monsieur le Commandant de la
(MINUAR) Mission des Nations-
Unies pour l'Assistance au
Rwanda - KIGALI.

Monsieur le Ministre,

Monsieur le Commandant,

Le Ministère de l'Enseignement
Primaire et Secondaire compte organiser la réouverture des
écoles primaires dès le 19 septembre 1994. Comme la situation
laisse présager la présence d'explosifs à usage militaire dans
la plupart des terrains scolaires principalement dans la Ville
de Kigali, un déminage systématique des espaces avoisinant les
Centres Scolaires s'impose avant que les élèves ne regagnent
leurs écoles respectives.

Le calendrier de réouverture est

établi comme suit :

Le 19 septembre 1994	: Préfecture de Ruhengeri.
Le 20 septembre 1994	: Préfectures de Byumba et Kigali.
Le 21 septembre 1994	: Préfecture de Kibungu.
Le 22 septembre 1994	: Préfecture de Gitarama et Rutare.
Le 23 septembre 1994	: Préfecture de Gisenyi.
Le 27 septembre 1994	: Préfectures de Cyangugu, Gikongoro et Kibuye.

Veuillez trouver annexée à la
présente la Carte Scolaire pour l'urgence réservée à l'Arrondis-
sement de Kigali. Celle-ci reprend la localisation de chaque
Centre Scolaire par Commune.

En espérant que des dispositions
de votre part seront prises en temps utile pour garantir la
sécurité des élèves reprenant le chemin de l'école, je vous
pris d'agréer l'expression de ma franche collaboration.

Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le
Président de la République
Rwandaise - KIGALI.
- Son Excellence Monsieur le
Premier Ministre - KIGALI.
- Monsieur le Ministre de
l'Intérieur et du Développement
Communal - KIGALI.

ENIGEMA Pierre Sébastien,
Ministre de l'Enseignement
Primaire et Secondaire.



ARRODISSEMENT KIGALI (P.V.K.)

COMMUNE.

I. KAGURU

CENTRES SCOLAIRES.

01. KAGURU
02. GISOKI
03. KAGURU
04. KIMENYURA
05. HUGANDO
06. KPAK DON BOSCO
07. KUKIRI APAPER
08. KEMERA
09. KIMIRONKO
10. KIBAGABAGA

II. KIGUKIRO

01. KIMURABUTURO
02. GIKONDO
03. KIMUNGA
04. KIMISANGE
05. NYANZA
06. KIGUKIRO
07. LYON KIGUKIRO
08. E.P.R. KARUHIRA

III. NYARUGENGE

01. KPA
02. Sainte Famille
03. NYAMIRAMBO I
04. NYAMIRAMBO II
05. KAMUKOZA
06. KIGALI A.R. V
07. KUGUNGA V
08. MUKIMA
09. KARUSURU
10. KIRYOGA
11. KIMISASARA
12. KITEGA
13. GATSATA
14. INSTITUT DES SOULES MUTES

①
MEMORANDUM

9850-1

3 Sept 94

FC (thru DFC/COS)

REFUGEE RETURN

Ref: Rwanda Presidential letter dated 1 Sep 94 (attached)

1. The majority of concerns and issues in the letter at ref are outside of UNAMIR force's control or influence. Security of Tanzanian and Zairean refugee camps, the repatriation of refugees and the human rights issues are clearly outside UNAMIR's mandate for its military force. Those issues should be addressed by UNREO, UNHCR and other NGO's.

2. With respect to the establishment of safe corridors for the return of refugees, it should be noted that there is an NGO/humanitarian aspect as well as a military force/security aspect associated. In so much that it is my assessment that the current deployment, tasks and situation precludes the military force from assuming any additional tasks without receiving additional troop reinforcement beyond those currently authorized/planned.

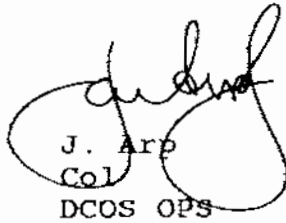
3. Prior to considering the creation of safe corridors, UNAMIR should confirm the required information and determine feasibility of the following:

- ②
File
WSP
FC
14.09.94
- a. routes and location where corridors are required (ie: in all sectors or just in Sector 4);
 - b. whether refugee flow warrants this extraordinary measure;
 - c. final destination of refugees (to avoid "Kigali DP" situation from worsening);
 - d. assistance avail from IOM, UNHCR and other NGO's to screen/move refugees/DP's and establish "way stations"; and
 - e. establishment of collection pts at border and the provision of tpt, secur, escort is sufficient to BBGNO and achievable/practical for UNAMIR and NGO's.

FC ②
I agree with the pertinent issues revised by DCO's ops. I have asked my MA to convene a meeting of the officers at page 2 para 4 for us to look through the matter.
HJH 04/9
PFC

4. Suggest a meeting chaired by DFC/COS with DCOS OPS, DCOS SP, HAC, UNREO and SRSG rep be convened to resolve some of the issues in para 3 to determine feasibility and way ahead.

5. Furthermore, the attached letter should be referred to UNDP/UNREO in order to address the non-military issues.



J. Arp
Col
DCOS OPS

Attachement: 1



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU PRESIDENT

[Handwritten signature]

Annexe :

REF. N° :

Objet :

The Representative,
United Nations High
Commissioner for Refugees
KIGALI / RWANDA

(2)

DCUS 071

Please review this
request and brief FC
on our capability to
support it

A

MA 519

Dear Mr Representative,

During our discussions with the different citizens of our country, certain facts have emerged about the plight of Rwandese citizens who are living in refuge in our neighbouring countries that deeply concern us. In one meeting with the population in Ruhengeri town, citizens who had been living in refuge in Zaïre but had to flee from that country in fear of their life after being evicted from their home, exemplified a problem which is beginning to take on alarming proportions.

Mr Representative, the Interahamwe and political leaders who orchestrated the genocide in our country are still as active in their countries of asylum, as they were in our country. In Zaïre and Tanzania, they are still busy planning massacres and terrorising innocent citizens whose right it is to live in peace and security. They are busy creating the climate of insecurity that preceded the genocide in our country.

In Zaïre these Interahamwe found a group of Rwandese who had been living in exile for more than thirty years. They terrorised them and even evicted many of them from their homes and took ownership of the property they had acquired. As if this was not enough, even those who try to flee back to Rwanda are ambushed on the way and are either killed or maimed. In one incident alone more than twenty people returning to Rwanda were ambushed and killed. All this is done with the impunity that is characteristic of these interahamwe.

The Interahamwe and their leaders, including those suspected of having been the brains behind the genocide in Rwanda, freely, openly, and publically carry out propaganda inciting the population to hate, hunt and kill others on ethnic lines. Those refugees who dare to voice dissenting views are ruthlessly suppressed and those who dare to return to their homeland are actively hunted down and harassed if not killed. All this is done by people who at the close of day return to refugee camps run by the UNCHR.

In Tanzania, in the camps that house recent Rwandese refugees this same sorry state of affairs prevails.

The Interahamwe of Benako camp have earned themselves notoriety for stopping and harassing refugees attempting to return to Rwanda from the neighbouring countries. Again many innocent lives have been lost due to the activities of these notorious killers.

[Handwritten mark]

During our discussions with the local Tanzanian authorities, they indicated that they had little control over the activities and affairs of the camp because as they say, the camps are the UNHCR's responsibility and are under its jurisdiction.

We think, Mr Representative, that this state of affairs is unacceptable. not only is it against the 1952 Geneva convention on refugees but it is also inimical to the UNHCR principle of encouraging voluntary repatriation.

We strongly recommend that the UNHCR use its power and jurisdiction over the refugee camps wherever they maybe, to isolate and separate the interahamwe and their leaders from the rest of the population so that the people may be able to choose whether they want to return to their homes or stay in exile without coercion. In addition, the activities of the Interahamwe outside the camps should be severely curtailed.

As the security of Banyarwanda is our concern we strongly recommend that corridors be set up in order to facilitate safe returning of old or recent refugees who are willing to come back.

These are criminals who should only be brought before the courts of law . If the above is not done with all urgency, we fear that the world will only be fanning the beginnings of another holocaust.

Expecting a favourable response, accept Mr Representative, the expression of my highest consideration.

His Excellency Pasteur BIZIMUNGU
President of the Republic of Rwanda

C.C :

- Prime Minister
KIGALI
- V/President and Minister of Defence
KIGALI
- Mr SHAHARYER KHAN, Special Representative
of the UN Secretary General
KIGALI
- Maj. Gen. G.C. TOUSIGNAT
Force commander UNAMIR
KIGALI

REPUBLIQUE RWANDAISE



MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DE LA COOPÉRATION
B. P. 179 KIGALI

Kigali, le

No 058 /03.00/CAB/PROTETAT

RdL n° :

Annexe :

Objet :

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération de la République Rwandaise présente ses compliments à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda, et, dans le cadre de la reprise des activités du Protocole d'Etat après les événements malheureux qui ont secoué notre pays, a l'honneur de lui demander de bien vouloir épauler temporairement le Ministère en mettant à sa disposition 3 véhicules convenables (avec chauffeurs et carburant) destinés au transport des Hôtes de Marque en visite dans notre pays.

Le Ministère aimerait informer la mission que la présente demande est motivée par le fait que tout le charroi dont disposait le Protocole d'Etat a été emporté par l'ancien Gouvernement en exil et que par conséquent le Département est actuellement dépourvu de tout moyen de déplacement.

Le Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération attend une suite favorable à la présente demande et saisit cette occasion pour renouveler à la Mission des Nations Unies pour l'Assistance au Rwanda (MINUAR) les assurances de sa très haute considération.

MISSION DES NATIONS UNIES POUR
L'ASSISTANCE AU RWANDA

KIGALI

Kigali, le 14/09/94



REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE
L'ARTISANAT
B.P. 73 KIGALI.

1/2
Kigali, le 31/08/1994

N° 549 /13/04/94

WILSON, SMITHETT & Co.....
Sir John Lyon House.....
5, High Timber Street.....
Upper Thames Street.....
London EC4V 3LS.....
FAX : 071 236 4076.....

44

Messieurs,

Des informations nous parviennent comme
quci Monsieur BAGARAGAZA Michel, ancien Directeur de l'Office du Thé
à Kigali, ainsi que ses complices continuent à se livrer à la vente
du thé rwandais, alors qu'il n'est plus en fonction et ne peut de
ce fait engager la responsabilité de l'OCIR-Thé. Pour votre informa-
tion, l'intéressé est en fuite en dehors du pays à la solde de
l'ancien Gouvernement et d'autres auteurs des massacres de popula-
tions civiles, massacres que toute la communauté internationale a
qualifié de génocide.

Vous êtes donc officiellement notifiés
par la présente que Mr. BAGARAGAZA et ses délégués n'engagent plus
cet office et qu'aucune transaction commerciale ne doit être faite
avec lui.

Le Gouvernement de la IIIème République
a mis en place une nouvelle administration actuellement opérationnelle
avec laquelle vous pouvez travailler. Nous vous prions par consé-
quent de contacter le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de
l'Artisanat à KIGALI au Fax n° (1-212-)963-3090 MINUAR.

Copy to SRSG and [redacted]
for info

[Signature]
D COS OPS
6.9.94

G.

File

Rwandan Government
Faxes

4.15.94

Satisfaits des relations excellentes que vous avez entretenues jusqu'ici avec notre pays, nous vous assurons de notre vif souhait de pouvoir les relancer et continuer pour longtemps dans un climat de confiance et d'intérêt mutuel.

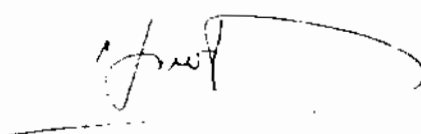
Veillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération très distinguée.

HIGIRO Prosper,

Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République Rwandaise
KIGALI.
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre
KIGALI.
- Monsieur le Ministre des Finances
KIGALI.
- Monsieur le Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda
KIGALI.

MINISTRE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE
L'ARTISANAT.



REPUBLIC OF RWANDA
MINISTRY OF COMMERCE,
INDUSTRY AND CRAFTS
B.P. 73 KIGALI.

Kigali, 31 August 1994

No 549/ 13/04/94

WILSON, SMITHETT & Co.
Sir John Lyon House
5, High Timber Street
Upper Thames Street
London EC4V 3LS
Fax : 4471 236 4976

Dear Sirs,

Information has reached us that Mr. BAGARAGAZA Michel, the former Director of the Tea Office(OCIR-Thé) in Kigali, together with his accomplices, continues selling the Rwanda tea while he has been removed from that position and therefore cannot represent OCIR-Thé. For your information, the concerned is in flight outside the country under the service of the former Government and other people responsible for having massacred the civilian population, an act which has been recognized as genocide by the international community.

Therefore, you are hereby officially notified that Mr. BAGARAGAZA and his delegates are no longer responsible for that office and therefore no commercial transaction cannot be effected with them.

The Government of the Third Republic has set up a new administration currently operational with which you can deal. Therefore, we request you to contact the Ministry of Commerce, Industry and Crafts in KIGALI through Fax n° (1-212-)963-3090 UNAMIR.

Satisfied with the excellent relations our country has had with you heretofore, we assure you of our wish to be able to continue to deal with you for long in a state of confidence and mutual interest.

Yours Sincerely,

HIGIRO Prosper,

MINISTER OF COMMERCE,
INDUSTRY AND CRAFTS.

CC. :

- His Excellency the
President of the Republic
of Rwanda
KIGALI.
- His Excellency Prime Minister
KIGALI.
- Minister of Finance
KIGALI.
- Governor of the Central Bank
of Rwanda
KIGALI.

République Rwandaise
Préfecture de la Ville de Kigali
B.P. 2285 - KIGALI

Kigali, 1e31/06/1994

Au Commandant Général des Force
de la MINUAR
à KIGALI

Objet: Maison sise à Kemera,
appartenant à NZIRORERA

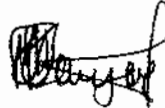
Général,

Conformement aux lois régissant l'occupation
des maisons à Kigali durant cette période, j'ai l'honneur de vous dire
que la Minuar devrait s'y conformer également.

En effet Général, il se trouve qu'actue-
llement la Force de la Minuar sont entrain de ^{la maison ci-haut énoncée} l'occuper sans autorisation
d'aucune autorité compétante.

Nous vous prions de bien vouloir arreter cette occupation jusqu'à ce que
les dispositions y relatifs puissent être établies.

Veuillez agréés Général, l'assurance de
notre franche collaboration .

 1-09-94
Major Rose KABUYE
Préfet de Kigali

C.I. : - Ministère de la Defense
- Ministère de l'Intérieur

*Original sent
to CAO for
action.*

7/9/94



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
CABINET DU MINISTRE
BP 23 KIGALI

30th August, 1994

The Special Representative of
the Secretary General of
United Nations
UNAMIR HQs
KIGALI

(1)

received today.
E) 20/8 3/8
FC

RE : PRESENCE OF FORMER ARMY AND GENDARMERIE IN THE HUMANITARIAN ZONE

I would like to express to you the concern of the Government on the presence of the Former Army and Gendarmerie in the Humanitarian Zone.

They are many former Rwandese Government Forces moving freely with their guns in the Humanitarian Zone. In particular there is a Gendarmerie Force of about two hundred and fifty imposed by the French to control the Area.

The Government of Rwanda has invited all former Rwandese Government Forces to come and be integrated in the National Army. A programme to integrate them has been drawn.

It is our understanding that the only Force allowed at the moment to control security in the area is UNAMIR and the Government after consultation with UNAMIR.

All other forces should be disarmed by UNAMIR and confined. UNAMIR should then forward those willing to the Government for integration in National Army. In case UNAMIR would require our assistance in this exercise we shall be available to assist.

Yours sincerely,

Paul Kagame
Major General
VICE PRESIDENT AND MINISTER OF DEFENCE

- c.c. : - H.E President of the Republic of Rwanda
- Prime Minister
- Minister for Internal Affairs

(3) FC

I think we are doing our best. You have just come from the zone and know how you have seen a lot for yourself. If the RGF and the Gendarmes are freely handing over their weapons I think we are getting there. The RPA that if we can't do the job, they will! we should exercise patience. It is in their interest to do so.

reply sent
5/9/94

(2) DFC

1. We must keep our initiatives alive and well.

I see this as a warning

25/9/94

MINISTRE DE L'INTERIEUR ET
DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
B.P 446 KIGALI

Kigali, le 29/8/1994

R 36/04-03-017

Monsieur le Représentant Spécial du
Secrétaire Général des Nations-Unies au Rwanda
KIGALI

Monsieur le Représentant Spécial,

Je vous remercie pour l'accueil que vous avez accordé
à nos agents du service de l'Immigration et Emigration affectés aux postes
frontaliers de KINYINYI, I, KINYINYI II, KUGARAMA et KUYA en date du 24/08/1994.

Pour nous faciliter le bon démarrage des activités
aux postes frontaliers ci-dessus cités, je vous prie de bien vouloir accorder
aux agents qui y sont affectés, une assistance logistique et alimentaire.

Comptant sur votre habituelle sympathie,
je vous prie, Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations
Unies, de croire en l'assurance de ma haute considération.

Ministre de l'Intérieur et
du Développement Communal

G4/Kagame

Approuvé
JL

COPY

2

Original was sent to
Prime Minister
Sussex
29/8/94

49 Branksome Hall Drive
Darlington
Co. Durham DL3 9SA
England
28 August 1994

Mr. Faustin Twagiramungu
Prime Minister
Republic of Rwanda
Kigali, Rwanda
AFRICA

Dear Mr. Prime Minister,

Thank you for your response to our letter of 11 August 1994 requesting that you investigate the whereabouts of our son Chris Mannion of the Marist Brothers.

We are heartbroken to hear that Chris is dead and buried in your country and would wish that his remains be returned to the Marist Brothers for burial in their cemetery in Scotland.

We feel that Chris was killed unlawfully but ask that if the culprit is found that you show mercy and do not have any judicial execution; Chris was in your country to save lives not to lose them. His mission was mercy and peace.

Yours respectfully,

Terry Mannion

Mannion

Terry and Harry Mannion and family
and all Chris' Brothers in Christ,
the Marist Brothers

Kigali, le 26/08/1994

N° 544 /13/02/94

Monsieur le Directeur de
l'Usine à Thé GISAKURA

Objet: Mission de service à
l'Usine à Thé Gisakura.

③ HAC

Please take for action.
FC considers that it
may be able to
assist. He does not
wish to commit any
values

MA 4/2/9

Monsieur le Directeur,

J'ai l'honneur de porter à votre
connaissance que, suite aux problèmes urgent que connaissent
plusieurs usines à thé notamment dans la collecte des feuilles
vertes et l'évacuation du thé sec, je m'empresse de dépêcher une
mission composée de Monsieur MUNYESHURI Athanase et NTAGANZWA
Innocent auprès de votre usine, en vue d'identifier les moyens
dont dispose votre usine et devant épauler certaines unités en
difficulté.

En effet, il existe certaines unités
dont les responsables ont disparu avec tous les moyens spécialement
les véhicules, si bien que le thé sec éparpillé ici et là est à la
merci des voleurs.

C'est dans le but de sauver ce qui peut
l'être que vous êtes prié de disponibiliser tous les véhicules pouvant
rouler, ne fût-ce temporairement, pour nous permettre de mettre en
sécurité le thé disponible à la vente. En cas de nécessité, ces
véhicules pourraient également aider au transport des feuilles vertes
vers les usines.

Compte tenu de l'enjeu que présente
cette opération, je vous demanderais de faire votre possible pour
la remise à l'état des véhicules qui ne sont pas en mesure de rouler
et dont les réparations ne sont pas assez compliquées.

Vous voudrez également payer les frais
de mission aux trois membres de mission.

Je vous prie, Monsieur le Directeur,
l'assurance de ma considération distinguée.

Ensemble avec l'annexe n° 1

Monsieur le Directeur

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DE L'INTERIEUR ET
DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
B.P. 446 KIGALI

Kigali, le 25.12.1994.....

N° 13/04 000014

(1)

Au Commandant de la MILORD

Kigali

Objet: Demande de facilité
de retour à Kigali

Commandant,

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir
faciliter le retour à Kigali de Monsieur ROYINYA BARABWILIZA ainsi que sa famille.

Le concerné est actuellement à l'Usine à thé
de GISHURU en Préfecture de CYANGURU et souhaiterait regagner son domicile à
Kigali. En vue de prévenir les tracasseries éventuelles pouvant survenir en cours
de route, je vous saurais gré de mettre à sa disposition une équipe d'agents de
la MILORD pouvant l'aider à franchir la zone dite de sécurité en toute quiétude.

Franche Collaboration.

Seth SINDASHIMUNGA
Le Ministre de l'Intérieur et
du Développement Communal

Cc pour information à:

- Monsieur ROYINYA BARABWILIZA
CYANGURU.

HAC
Action sans
la mesure pour vous
êtes capables de le
faire
A/M
27/8

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DE L'INTERIEUR ET
DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
B.P 446 - KIGALI

A QUI DE DROIT (Ku bategetsi bose)

Le porteur,

Monsieur, ~~Monsieur~~... RUNYINYA BARABWIRIZA.....,

doit se rendre à...CYANGUGU.....pour ramener sa propre famille et d'autres familles désireuses de regagner KIGALI. Les autorités militaires et civiles sont priées de lui faciliter le déplacement à l'aller comme au retour.

Uhawe uru rupapuro, Bwana, ~~Monsieur~~...RUNYINYA BARABWIRIZA,
arifuzza kujya ku ...CYANGUGU..... kuzana umuryango we n'indi miryango yifuza kuza i KIGALI. Abategetsi b'inze zose basabwe kumworohera mu ngendo ze, ari mu kugenda no mukugaruka.

Fait à Kigali, le..22 Aout.1994.....

Bikorewe i Kigali, kuwa.....

Seth SENDASHONGA
Ministère de l'Intérieur et du Développement
M'Amajyambere ya Komini

UNITED NATIONS
ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES
MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

①

FROM: MAJ F. KAMANZI

TO: RPA COMMANDER RUSUMO

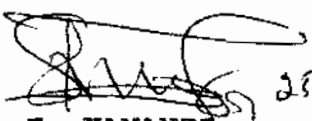
→ FOR INFORMATION: MAJGEN TOUSIGNANT, COMFOR UNAMIR

DATE: 25 AUG 94

SUBJECT: TAXATION UNAMIR II

1. UNAMIR II is an accredited organization by the RPA and as such is not required to pay taxation on any goods entering Rwanda.

2. UNAMIR convoys are to be given unhindered access into RWANDA for the provision of logistic supplies. This includes the fuel and general goods vehicles operated by civilian contractor for UNAMIR II.

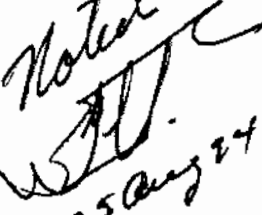

25.08.94
F. KAMANZI
MAJOR
LIAISON OFFICER
RWANDISE PATRIOTIC ARMY

②

FC

26/8

done /
S. /
SEC
copy to CAO
G4

Noted

25 Aug 94



MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
CABINET DU MINISTRE
BP 23 KIGALI

24th August, 1994

THE UNAMIR FORCE
COMMANDER

RE : CEASEFIRE DOCUMENT

I have received a document purporting to propose a ceasefire. It is not clear who the parties to the ceasefire would be.

The Rwandese Government declared a unilateral ceasefire against the Former Rwandese Government Forces and we are still committed to that.


The Rwandese Government can however, hold discussion with UNAMIR on their replacement of the French in the area formerly occupied by the French.

Any other ceasefire proposal right now would be out of context.

Yours sincerely,


Paul Kagame
Major General
VICE PRESIDENT AND MINISTER OF DEFENCE

c.c. - President of the Republic of Rwanda
- Prime Minister

③ NTF
*This document has been
taken over by events.*
F.I.C.

14. 09. 94

② FC
Pour vous
[Signature]
14/9/94

UNITED NATIONS

ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA



NATIONS UNIES

MISSION POUR L'ASSISTANCE AU RWANDA

UNAMIR - MINUAR

SPARE COPY

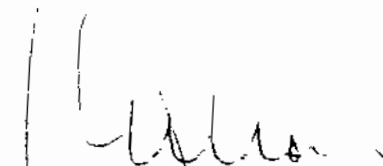
Kigali, le 27 août 1994
1000 (FC)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint une copie en Anglais du projet de procédures pour la mise en place du cessez-le-feu à être suivies dans la Zone de Protection Sûre (zone démilitarisée) que nous avons l'intention de publier. La version française de ce document vous sera transmise sous peu.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire parvenir tous commentaires de votre gouvernement afin de nous permettre d'élaborer la version finale de ce document dans les plus brefs délais. Vos commentaires sont indispensables étant donné les relations étroites entre nos Forces respectives pour le succès du cessez-le-feu.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma plus haute considération.



Roméo A. Dallaire
Major-Général
Commandant de la Force

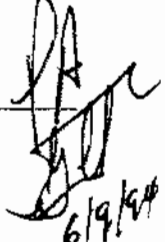
Son Excellence Monsieur Pasteur BIZIMUNGI
Président de la République de Rwanda
Kigali

SRSG

1. We must not give him cause to enter Area 4
2. You have a copy of the plan (I am told), and it will be put into effect soon.

Let's start -
on the plan. (hurry) Please
F.C. 31/8


G.C. Tousignon
Major - General
Commandant


6/9/44

REPUBLICQUE RWANDAISE



MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B. P. 179 KIGALI

Kigali, le

No 047/03.00/CAB

Ref. n° :

Annexe :

Objet : Autorisation de survol et
d'atterrissage en faveur
d'un avion allemand.

Madame le Ministre des Transports
et des Communications
KIGALI

Madame le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser,
pour compétence et suite requise urgente, la double de la
note verbale référencée Pol. 360.00 RUA - N° 79/94 du 29
août 1994 par laquelle l'Ambassade de la République Fédérale
d'Allemagne sollicite l'autorisation de survol et d'atterris-
sage pour un avion des Forces Armées Allemandes qui arrivera
à Kigali le 30.08.1994 en provenance du Burundi.

L'Ambassade allemande prie les
autorités rwandaises d'assurer la surveillance de l'Avion,
dont la description est donnée dans la note annexée,
la sécurité tout le long de son stationnement ainsi que
les services d'assistance au sol.

Urgence obligerait.

NDAGIJIMANA Jean Marie Vianney

Ministre des Affaires Etrangères et
de la Coopération

Copie pour information à :

- Monsieur le Ministre de la
Défense

(2) AIR OPS
Jub
OK
A/TMP
25/8

**Botschaft
der Bundesrepublik Deutschland
Ambassade
de la République fédérale d'Allemagne**

Pol. 360.00 RUA - No 79/94

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères de la République Rwandaise et a l'honneur de solliciter l'autorisation de survol et d'atterrissage pour un avion des Forces Armées Allemandes qui arrivera à Kigali le 30 août 1994 en provenance de la République du Burundi. La demande formelle pour l'avion ainsi que pour un avion de réserve qui est prévu au cas où le premier avion ne pourrait pas exécuter le vol est annexée.

En même temps, l'Ambassade prie les services compétents rwandais de bien vouloir assurer

- la surveillance de l'avion
- security parking et
- les services d'assistance au sol habituels.

L'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne remercie le Ministère des Affaires étrangères de la République Rwandaise de son aimable entremise et elle saisit cette occasion pour lui renouveler les assurances de sa haute considération.

Kigali, le 23 août 1994

L.S.

Ministère des Affaires Etrangères
de la République Rwandaise

K i g a l i



DEMANDE D'AUTORISATION DE SURVOL ET D'ATTERRISSAGE

	<u>Avion prévu</u>	<u>Avion de Réserve</u>
1. <u>Aéronaf</u>		
- Propriétaire	République fédérale d'Allemagne Ministère fédéral de la Défense	de même
- Type	A-310	de même
- Immatriculation et indicatif radio	GAF 923	GAF 932
2. <u>Equipage</u>		
- Commandant de bord	OTL Peters	de même
- autres membres	10 crew members	de même
3. <u>Passagers</u>	30 personnes	de même
4. <u>Aérodrome rwandais</u>	Kanombé "Grégoire Kayibanda"	de même
5. <u>Horaire</u> (en heures ZOULOU)		
1.	<u>Survol</u> Uganda - Burundi 29 août 0525 Z 0104S 3023E via UA420F KNM UA408F GAVDA	de même
2.	<u>Arrivée</u> 30 août 0600 Z 0540 Z Rwa bdry 0247S 2939E via A408	de même
Provenance	République du Burundi	de même
	<u>Départ</u> 30 août 1330 Z 1345 Z Ugn bdry 0100S 3114E via UA 408	de même
Destination	République du Uganda	de même
3.	<u>Survol</u> Tanzanie - Zaire 01 septembre 0935 Z 0218S 3051E via UG661F B 531 RANAG	de même

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DE L'INTERIEUR ET
DU DEVELOPPEMENT COMMUNAL
B.P. 446 KIGALI

Kigali, le 23/8/1994
N° 015/04.08.01/1

①

Monsieur le Commandant de la FINUAR ✓
KIGALI

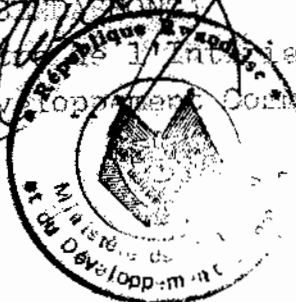
Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de s'adresser à votre
haute autorité pour vous demander d'accompagner nos agents du service
de l'Immigration et d'indiquer affectés aux postes frontaliers de
Cyangugu le 24/08/1994.

Le départ est fixé à 6H30'. Par ailleurs
le départ préalablement fixé au 23/08/1994 a été reporté indépendamment
à notre volonté.

Francha collaboration.

② Sur
PT les dates
sont pures.
A. M. P.
27/8

Boite 327 KIGALI
Ministère de l'Intérieur et
du Développement Communal.




SERVICES DU PREMIER MINISTRE
BP. 1334 KIGALI

N° 1033/94/02.3

Réf. N° :

Madame le Ministre des Transports
et des Communications

Annexe :

KIGALI.

Objet :

Madame le Ministre,

Faisant référence à la lettre du 14/08/1994 adressée au L C HOGARD, Commandant de la Mission TURQUISE sans SUD dont copie vous était réservée et dont l'objet portait sur le matériel technique à l'aéroport de KAMEKE;

J'aimerais savoir l'état d'avancement de ce dossier.

Au cas où rien n'a été fait pour récupérer ce matériel, vous êtes priée de faire le nécessaire pour leur retour rapide à KIGALI.

Veuillez agréer, Madame le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Le Premier Ministre,

Paulin Ndagirumungu
Paulin NDAGIRUMUNGU.

Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI.
- ✓ - Monsieur le Commandant de la MINUAR
KIGALI.
- Monsieur le Directeur de la R.A.R.
KIGALI.
- Monsieur le Commandant de l'Aéroport
de KAMEKE

Seen by MA. NFA. Action has
been taken A 11/9. MA

REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 22/08/1994



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU PRESIDENT

A Monsieur Jean CARBONARE
KIGALI

Adresse :

Réf. N° :

Objet :

Monsieur et cher Ami,

Je voudrais profiter de votre expérience et des relations que vous avez tissées au cours de votre long passage en Afrique, pour vous demander de nous accompagner dans les moments particulièrement difficiles que nous traversons.

Les propositions de coopération que vous pouvez nous suggérer seront accueillies très attentivement, et nous les attendrons le plus rapidement possible.

Ces missions seront conduites dans le cadre de notre gouvernement, et dans l'esprit de la politique que nous avons définie.

Veuillez agréer Monsieur et cher Ami, l'expression de ma très haute considération.

Pasteur BIZIMUNGU
Président de la République Rwandaise

PA
Anten Tatem
16 Feb 95
pro

Noted
Please action
appropriately

16 Feb 95





MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

R.P. 403 KIGALI

INFO COPY

①

Kigali, le 22 AOUT 1994

No 555 /11.24

Monsieur le Commandant de la
Mission des Nations Unies pour
l'Assistance au Rwanda

KIGALI.-

REF No :

Annexe :

Objet :

Demande d'intervention
de la MINUAR.

Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de solliciter l'intervention
de la MINUAR pour que Monsieur BUDARA Emile, agent de mon Département
se trouvant actuellement à KIGEME en Préfecture de GIKONGORO, puisse
ramener deux véhicules officiels en sa possession, une camionnette
DAIHATSU et une MAZDA double cabine et regagner le service dans les
meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression
de ma haute considération.

Le Vice-Président du Conseil
Ministre et
Ministre de la Fonction Publique,

Colonel KANYARENGWE Alexis.

Copie pour information à:

- Monsieur le Ministre de
l'Intérieur
KIGALI.-

- Monsieur le Ministre de
la Défense
KIGALI

② COO
UNMOG should
be able to meet
these req.

③ Noted
J.T.

25 Aug 94
G.C. Tousignant
Major - General
Commandant

Doctor Abdul KABUA
UNAMIR
KIGALI

Dear Sir,

RE: Request for a trip aboard UN Aircraft
in favour of the family of Mr. Alexis KARANI,
staff member of the Ministry.

I would like to apply ^{for} an authorization for the members of
the family of the above mentioned to fly the UN plane connec-
ting Nairobi to Kigali.

My employee wish_{es} to travel by air with the UN facilities
in order to collect his children from Nairobi.
Please, find below the names for any application forms to be
filled in:

- SA
- Alexis KARANI, Foreign Affairs (Kigali-Nairobi-Kigali).
 - Béata KAYOMBANA, spouse (Kigali-Nairobi-Kigali).
 - Désiré Christian KARANI, child (Nairobi-Kigali).
 - Ariane UMTONI, child (Nairobi-Kigali).
 - Henriette UMTESI, child (Nairobi-Kigali).
 - Olivier KAYONGA, child (Nairobi-Kigali).
 - Claude MURABUKIRWA, child (Nairobi-Kigali).

The dates are to be agreed upon with the chief of the family
who is instructed to liaise with you for all formalities.

Thank you for your cooperation.

REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 21/08/1994

N°



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU PRESIDENT

①

Annexe :

R.A. N° :

Objet :

The Force Commander
UNAMIR Forces
RWANDA

④ CMPO
The action
M 23/3

Dear Sir,

Re : UNAMIR MONUMENT

Gen. Romeo DALLAIRE expressed a request that a UNAMIR monument be set up to commemorate the 14 United Nations peacekeepers who lost their lives in Rwanda in the course of the massacres here.

I am glad to inform you that we agree with this request in principle. The fourteen soldiers who lost their lives are part and parcel of the million or so innocent victims of the barbaric atrocities and massacres that rocked our country, caused and orchestrated by politically bankrupt politicians.

The relevant Ministries are still searching for the exact location to set up a monument commemorating all the victims.

Accept, Dear Sir, the expression of my highest consideration.

Pasteur BIZIMUNGU
President of the Republic of Rwanda.

C.C.:

- Vice-President and Minister of Defence
KIGALI
- Prime Minister
KIGALI
- Minister of Labour and Social Affairs
KIGALI
- Minister of Public Works
KIGALI

③
mk
D'accord
avec la note 2

23 Aout 94
G.C. Tousignant
Major - General
Commandant

② FC
Cette initiative vient
de Gen Dallaire. La
branche du Pps (Cmco)
devrait peut être agir
comme BPR
M 24/8

REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 20/08/1994



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
CABINET DU PRESIDENT

(1)

For your attention Pl.
80 21/8

Annexe :

Ref. No :

Objet

(2) AIR OPS
Action Plan
MA/8
21/8

Shaharyer M. KHAN
Special Representative of
the Secretary General of the
United Nations

Dear Sir,

Re : Permission for Belgian Aircraft to land
at Kanombe International Airport

Permission is granted for a Belgian Aircraft to land at Kanombe International Airport with the advance party of the Malawi contingent and the essential equipment for the UNAMIR Force.

Airport personnel will co-operate to make these landings and deliveries as smooth as possible

Sincerely yours,


Pasteur BIZIMUNGU
President of the Republic of Rwanda

FC

INFO

The original of this letter, also addressed to the President of the Republic, has been forwarded to the addressees.

Suzanne.
17/8/94

Robert
J. Tingen
20 aug 94

RÉPUBLIQUE RWANDAISE

NEW YORK LE 17 août 1994

NO MP 45/16.06/8/00

Monsieur le Ministre
des Affaires Etrangères

KIGALI

MISSION PERMANENTE AUPRES DES NATIONS UNIES

124 EAST 38TH STREET
NEW YORK NY 10016
1212 696 0644

Monsieur le Ministre,

RE- NO

ANNEXE

D.M. 61

Nous avons l'honneur de vous informer que le mardi 16 août 1994, j'ai rencontré, à sa demande, le Représentant Permanent de France auprès des Nations Unies, M. Jean Bernard Mérimée. Il voulait m'exprimer son désaccord avec la lettre du Représentant du FPR à New York sur la présence des troupes françaises au Rwanda, et il voulait connaître la position du Gouvernement rwandais à ce sujet.

Après avoir débattu le contenu de la lettre, nous lui avons confirmé la position du Gouvernement Rwandais de voir la France respecter la date du 22 août 1994, fixant la fin du séjour au Rwanda de l'Opération Turquoise.

Nous lui avons demandé que les troupes françaises cessent leur appui aux soldats et aux milices réfugiés dans les zones humanitaires aussi bien au Rwanda que dans la région de Goma au Zaïre. Et que son pays s'engage à coopérer avec le Tribunal International qui sera mise en place au Rwanda pour juger les coupables de massacres.

Monsieur Jean Bernard Mérimée, a confirmé que son Gouvernement s'est engagé à retirer les troupes du Rwanda à la date indiquée à moins que le Gouvernement rwandais demande la prolongation de leur séjour pour des raisons techniques.

Il nous a assurés que la coopération française avec le Tribunal International se fera en fournissant des informations sur les personnes qui seront recherchées et dont la France disposerait d'information.

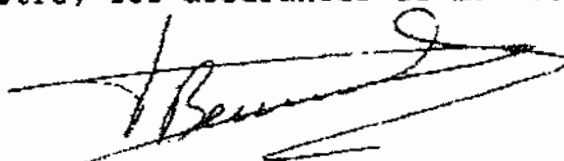
Je voudrais suggérer qu'une position soit prise par le Gouvernement rwandais en ce qui concerne le départ des forces de l'Opération Turquoise. En effet la France fait comprendre à toutes les organisations internationales qu'elle est prête à rester au Rwanda si cela est nécessaire. C'est pourquoi l'expression officielle de votre Gouvernement, permettrait de clarifier votre position sur le départ des français, et mettre fin aux spéculations qui sont en cours.

La rencontre s'est terminée sur une bonne note en nous promettant de nous rencontrer pour parler de la coopération positive.

En attendant, nous multiplions de contacts d'explication et d'information avec d'autres Représentations et organisations. Nous vous en tiendrons informer.

En vous en souhaitant bonne réception je vous prie

d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.



Manzi BAKURAMUTSA
Ambassadeur
Représentant Permanent du
Rwanda auprès des Nations Unies



①
République Rwandaise
Ministère de l'Intérieur et du
Développement Communal
B P 446
KIGALI

Kigali le 16/08/1994

②
DCOS

1. GIVEN TIME by hand
by Minister of the Interior
2. Action A.S.P.

Au Général Major Romeo DALLAIRE
Commandant de la MINUAR
KIGALI

[Signature]
22 Aug 94
G.C. Tousignon
Major - General
Commandant

Général,

Les personnalités rwandaises suivantes qui se trouvent en divers endroits ont écrit aux nouvelles autorités rwandaises pour les féliciter et pour exprimer leur désir de rentrer chez eux. Il s'agit de :

<u>Noms et Prénoms</u>	<u>Lieu de résidence actuel</u>
BAKUNZI Donat	Commune MABANZA, Secteur NYARUGENGE, Kibuye
NSHUMUYIKI Emmanuel	RUBENGERA - KIBUYE C/O Pharmacie LAKPHARMA
MAJOR CYIZA Augustin	C/O Observateurs de la MINUAR à CYANGUGU
IYAKAREMYE Damien	C/O Aéroport de KAMEMBE, Domaine Sainte Vierge Marie
Dr NTABOMVURA Faustin et famille	"
Dr KANYANGABO Faustin et famille	"
Dr MUTWEWINGABO Bernard et famille	"

Dr UKURIKIYIMFURA Cyridion
et famille

"

Mr WILINAIRE Félix
et famille

"

Mr RUGERINYANGE Louis
et famille

"

Mr MUNYANGAJU Gabriel
et famille

"

Dr NSHIMIYIMANA Alphonse
et famille

"

Mr MUSABYEYEZU Paul Marcel
et famille

"

Mr NKURUNZIZA François
et famille

"

Mme UWIMANA HAGUMIMANA
Françoise et famille

"

Mr KARAKE Canisius

C/O Dr RUREMYANGANGO Bonaventure
Hôpital de KIBUYE

Dr SIYENIMO Charles

GIKONGORO

Dr RUNYINYA BARABWIRIZA

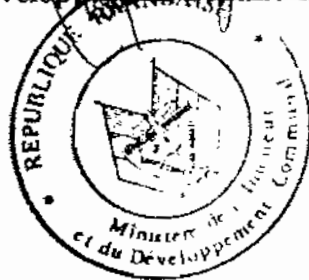
GISAKURA, CYANGUGU

**Ceux qui désirent être évacués du camp de
MURAMBI à GIKONGORO.**

(Groupe des élèves du groupe scolaire de KIGEME).

1. BIRAKWIYE Jules
2. HAVUGIMANA Jean Marie Vianney
3. KANKINDI Brigitte
4. MANTRAHO Innocent
5. NIZEYIMANA Maximilien
6. MUGABEKAZI Hélène
7. MUKESHIMANA Laetitia
8. BUGINGO Aimable
9. MUKABIDELI Odette (professeur - responsable)
10. ZIGIRUMUGABE Théophile
11. KANDEKEZI Patrice + ses 2 enfants
12. Pasteur NYIRINGOGA Léonidas + son beau frère
13. KAMALIZA Sylvie
14. KARIGIRWA Yvonne
15. Illuminée et Thérèse (agents de la Préfecture de GIKONGORO).

Seth SENDASHONGA
Ministre de l'Intérieur et
du Développement Communal



C.P.I :

- Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération
KIGALI
- Monsieur le Ministre de la Défense
KIGALI

Normally, unless it's a personal request, letters should be addressed to SRSA from Ministers. I have received a similar request which I have passed on to you for advice. The new girl is feeling its way; we can gently show them the right direction. The main point is to provide them help, legitimately, where we can.

Susan P. Hwa
268

FC

SRSG

1. I assume that letters from ministers should go to you as a matter of principle. If not, please send back to me and I will put in place a proper procedure to reply accordingly.

2. Regards.


26.8.94
G.C. Tousignant
Major - General
Commandant

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179
KIGALI.

Kigali, le 15/08/1994.

Général Commandant de la MINUAR
à KIGALI.

Objet : Convois pour le retour des
fonctionnaires et déplacés
de guerre.

Mon Général,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance
que plusieurs de nos fonctionnaires et autres déplacés de guerre souhaitent
vivement rentrer dans la zone gouvernementale.

Ainsi, le Gouvernement rwandais serait
reconnaissant à la MINUAR pour son action d'assistance en assurant des convois
de ces personnes qui se trouvent dans la zone de la sécurité française de
l'Opération TURQUOISE.

En espérant une suite favorable qui sera
réservée à la présente requête, je vous prie d'agréer, Mon Général, l'assurance
de ma considération distinguée.

NDASHIMANA Joan Marie Vianney,
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération

Copie pour information à :

- S.E. Monsieur le Président de la
République Rwandaise
KIGALI.
- M. le Vice-Président de la
République Rwandaise
KIGALI.
- Monsieur le Premier Ministre
KIGALI.
- M. le Ministre de la Réhabilitation
et la Réintégration Sociale
KIGALI.

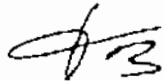


*Reply sent
27/8/94*

MISSION PERMANENTE DU RWANDA
AUPRES DES NATIONS UNIES
124 EAST 39TH ST
NEW YORK, N.Y. 10016
TEL: (212) 696-0644-45
FAX No: (212) 689-3304

PAGE DE COUVERTURE

DATE : 16 août 1994

DE : Ambassadeur Manzi BAKURAMUTSA 

A : PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE RWANDAISE

No. : _____

COMMENTAIRES : _____

VEUILLEZ TROUVER EN ANNEXE MESSAGE DE L'EMIR DE L'ETAT DU KOWEIT

MEILLEURES SALUTATIONS

No. de pages envoyées y
compris cette page

3

Signature:

*Original given
to RPA LO in an envelope
addressed to the President.
S. S. S.
17/8/94*



بسم الله الرحمن الرحيم



PERMANENT MISSION
OF THE STATE OF KUWAIT
TO THE UNITED NATIONS
NEW YORK

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES	
DATE	150894
HEURE	1500
A TRAITER PAR	

وقد دولة الكويت الدائم
لدى الأمم المتحدة
مستشارها

486/94 - RWANDA

August 11, 1994

Excellency,

I have the honour to enclose herewith a letter from His Highness
Sheikh Jaber Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, Amir of the State of Kuwait,
addressed to His Excellency Mr. Pasteur Bizimungu, President of the Republic
of Rwanda.

I should greatly appreciate it if you could forward the letter to its high
destination.

Please accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

NASSER AL RABEEH
Chargé d' Affaires, a.i.

H.E. MR. JEAN DAMASCENE BIZIMANA
Permanent Representative of the Rwandese
Republic to the UN
124 East 39th Street
New York, N.Y. 10016

Encl.



SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT PASTEUR BIZIMUNGU
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU RWANDA
KIGALI

EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT,

C'EST AVEC UN TRES VIF PLAISIR QUE NOUS AVONS
APPRIIS VOTRE NOMINATION PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU
RWANDA.

NOUS VOULONS VOUS EXPRIMER NOS SINCERES FELICITATIONS
POUR CETTE DISTINCTION.

UNE SITUATION DE CETTE IMPORTANCE EST DUE A LA
SAGESSE DE L'HOMME QUE VOUS ETES ET QUI NOUS SOUHAITONS
SERA DIRIGEE VERS LE BIEN ET LA PROSPERITE DE VOTRE PAYS

VEUILLEZ ACCEPTER, EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT
AVEC NOS COMPLIMENTS SINCERES L'EXPRESSION DE NOS SENTIMENTS
DISTINGUES.

JABER AL AHMED AL SABAH
EMIR DE L'ETAT DU KOWEIT



COPY

REPUBLIQUE RWANDAISE

NEW YORK, LE

16 août 1994

NO. MF



MISSION PERMANENTE AUPRES DES NATIONS UNIES

124 EAST 39TH STREET

NEW YORK, N.Y. 10016

(212) 696-0644

H.E. Mr. Pasteur BIZIMUNGU
President of the Republic
of Rwanda

REF. NO

KIGALI

ANNEXE

Mr. President,

CNN would like to do a telephone interview with Your Excellency on Thursday August 18th at 3:30 pm New York time which would be at 9:30 pm Kigali time. The programme will be on Rwanda and Burundi and the whole issue of International Community's actions

If this is possible advise me on how it can be set up. Whether they should call you or whether Your Office would call them. If I receive the information by tomorrow I will then be able to give them an answer.

Manzi BAKURAMUTSA
Ambassador
Permanent Representative of
Rwanda to the United Nations

Original
sent to the
President.
S
18/8



COPY

République Rwandaise
Ministère de l'Intérieur et du
Développement Communal
B.P. 446 Kigali

Kigali, le 04/08/1994
N° 02 / 04.09.01/14

①

②

CSO /
COS

✓ Au Général Major Roméo A. DALLAIRE
Commandant de la MINUAR
KIGALI

Général,

*He lewabo and
a security/military
rep force ops must
discuss this and
brief us AS AP.*

Objet : Réinstallation des Services de l'Immigration

*cc
518*

J'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal envisage de réinstaller les services sus-référés à l'Aéroport International de KANOMBE, à Kigali.

En vous priant d'en informer tous les usagers de l'Aéroport relevant de l'assistance humanitaire, nous vous demandons aussi de prendre contact avec nos services concernés dès le Lundi, 08/08/1994 afin de pouvoir organiser l'émission des cartes d'accès aux divers lieux et installations du complexe aéroportuaire aux personnes qui ont des fonctions permanentes à y remplir ou sont appelés à s'y rendre fréquemment de par leur fonction ou leur statut. Il va sans dire que les exemptions de frais de visa continueront à être accordées dans les conditions habituelles.

En vous remerciant de votre collaboration, je vous prie de croire, Général, en l'assurance de ma considération distinguée.


Seth S. NASHONGA
Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal

C.P.I:

- Son Excellence Monsieur le Président de la République
- Son Excellence Monsieur le Vice-Président de la République et Ministre de la Défense
- Son Excellence Monsieur le Premier Ministre
- Son Excellence Madame le Ministre des Transports et des Communications
- Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la coopération
- Direction de la Régie des Aéroports du Rwanda
- Commandant de l'Aéroport International de Kigali

U
COPY
République Rwandaise
Ministère de l'Intérieur et
du Développement Communal

Kigali, le 04/08/1994

N° 04 / 04.05

✓ Général ROMEO Dallaire
Commandant de la MINUAR
KIGALI

Général,

Nous vous faisons parvenir une lettre de détresse émanant de M. NYANDWI Justin, ancien Bourgmestre de la Commune MUSAMBIRA. Il demandait sécurité au Commandant français de la "Security Zone" parce qu'il se sentait menacé par les INTERAHAMWE et d'autres extrémistes ainsi qu'une assistance pour revenir dans son foyer. Cette sécurité et cette assistance étaient demandées pour lui-même, sa famille et d'autres personnes sous sa protection: en tout 31 personnes au moins. Une copie de cette lettre a été réservée au Gouvernement rwandais.

A notre connaissance, le Commandant français n'a pas réagi à cet appel et nous nous inquiétons pour le sort de ces personnes, raison pour laquelle nous demandons à la MINUAR d'user de tous les moyens possibles pour secourir ces gens et les ramener chez eux.

Leur adresse est la suivante: NYANDWI Justin

C/O NDAYISHIMYE Joseph
Secteur : GIHEKE
Cellule : MURAMBI
Commune : GISUMA
Préfecture : CYANGUGU

Veillez agréer, Général, l'assurance de ma haute considération.



Annexe : Copie de la lettre

CPI: - Monsieur le Président de la République Rwandaise
- Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire
Général de l'ONU.

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES
ET DE LA COOPERATION
B.P. 179
KIGALI

FAX sent ✓

33-1-42 27 7469

Message Fax

Destinataire : AMBARWANDA PARIS

Texte : VOUS PRIE REPERCUTER AMBARWANDA TOUTES NUMERO FAX
POUR TOUS MESSAGES A ADRESSER AU MINAFETT KIGALI stop
IL S'AGIT N° 1-212-96 330 90 MINUAR KIGALI stop
De même, me transmettre les Numéros de Fax de toutes
les MDC rwandaises stop Urgence obligerait Fullstop

Fait à Kigali, le 04/08/1994.

NDAGIJUKANA Jean Marie Vianney,
Ministre des Affaires Etrangères
et de la coopération.



194 AUG - 4 13 40

UNAMIR

Kigali, le 29 juillet 1994.

A Monsieur l'Ambassadeur HIZIMANA
Jean Damascène
Représentant Permanent du Rwanda
auprès des Nations Unies
NEW YORK.

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de porter à votre
connaissance qu'il a été mis fin à vos fonctions de Représentant
Permanent du Rwanda auprès des Nations Unies.

Vos nouvelles fonctions vous seront
communiquées dans les prochains jours.

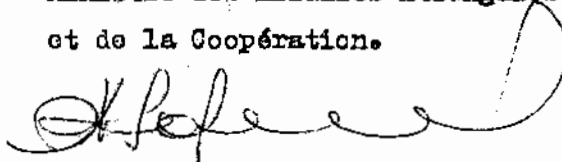
Il vous est donc demandé de prendre
toutes les dispositions utiles afin de faciliter l'entrée en fonction de
votre successeur dans les meilleurs délais possibles.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambas-
sadeur, l'expression de ma considération distinguée.

Jean Marie Vianney NDAGIJIMANA,
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération.

Copie pour information :

- Monsieur le Président
de la République
Rwandaise
KIGALI.
- Monsieur le Premier Ministre
KIGALI.



Kigali; 2/8/94.

FROM: MINISTRE DE LA RÉHABILITATION ET
DE LA RÉINTÉGRATION SOCIALE

TO: GÉNÉRAL DALLAIRE

Général
Les informations qui nous par-
viennent de la Commune
MUVUMBA (MUTARA) font
état d'une véritable cata-
strophe humaine suite
au mouvement spontané
des réfugiés. Vous vous sou-
venez que ce mouvement
avait été déjà amorcé
depuis le mois de janvier.
Je me propose de me rendre
sur les lieux pour constater
le fait mais mon état-
de santé ne permet pas
encore d'effectuer une telle
distance en égard à l'état
des routes. Est-il possible
d'utiliser un hélicoptère?
Je compte associer à cette
mission le délégué du Hel
aspect j'aurais parlé de
ce cas.

Respectueusement
J. Jacques POHOTOBA.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE
B. P. 180 KIGALI

Kigali, le

No

2/04/94

Original parvenu à
DPC

Ref No :

Annexe :

Objet :

Monsieur le Représentant des
Nations Unies au Rwanda

Monsieur le Représentant,

La semaine passée je vous avez demandé
de faire le possible pour m'amener certains magistrats
résidant dans la Zone Turquoise de Cyangugu, l'un
d'eux, Monsieur Ngirimana Martin est parvenu à Kigali ;
Cependant il reste le plus important comme
le Président BASASIRA Ephrem (Cour d'Appel à Cyangugu),
le Conseiller Ndeze François Xavier, et chez lui
le Président du Conseil de Guerre, Cyrza Augustin, chez
Madame Nukarutobane Bernadette (Cour District
Cyangugu)
le juge Nkurahanga Gratien -
des informations sur leur lieu de résidence
vous serez données par le Colonel Zairamunshi Inocent
Commandant de Place à Cyangugu.

Le Ministre de la Justice

Mukoko Alphonse Marie

[Signature]

Kigali, le 02.08.1994

①
Q
1540
Col. Dr. Jean Ndirakobuca
base ville des des plus
28

Dr NYIRINKWAYA Jean
KIGALI.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que vous êtes nommé à titre provisoire Médecin-Directeur de la Région Sanitaire de KIGALI.

Par la présente, je tiens à vous informer que vous vous occuperez de la Coordination des activités de toutes les agences et O.N.G. oeuvrant dans votre Région Sanitaire.

Franche collaboration.

Le Ministre de

Col. Dr. Joseph KEMERA

P.O.



C.P.I.

- Monsieur le Ministre de la Défense - KIGALI.
- Monsieur le Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal - KIGALI.
- Madame le Préfet de Préfecture KIGALI.
- Monsieur le Représentant de l'UNICEF - KIGALI.
- Monsieur le Représentant a.i de l'OMS KIGALI.
- ✓ - Monsieur le Commandant en Chef de la MINUAR - KIGALI.
- CANADIAN TEAM
- Monsieur le Coordinateur ONG (Tous)

COPY

Ministère des Affaires Étrangères
Maurice



Le Ministre

1 août 1994

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que la 4ème session de la Conférence ministérielle de la Francophonie se tiendra du 8 au 10 décembre à Ouagadougou, Burkina Faso.

Conformément à la Résolution du Sommet de Chaillot relative à la simplification et à la consolidation des institutions de la Francophonie, la Conférence ministérielle, organe commun du Sommet et de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), siégera à Ouagadougou comme:

- Conférence ministérielle du Sommet;
- Conseil d'administration (26ème session) de l'ACCT, au sens de l'article 10 de sa Charte.

L'ordre du jour de cette 4ème session de la Conférence ministérielle de la Francophonie, ainsi que les autres documents de travail, vous seront acheminés par l'ACCT après la tenue de la prochaine session du Conseil permanent de la Francophonie. Les informations portant sur les dispositions matérielles prises pour la tenue de cette conférence vous seront transmises prochainement.

Espérant avoir le plaisir de vous rencontrer à Ouagadougou à cette occasion, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Dr. Ahmad Swalay KASENALLY
Ministre des Affaires Étrangères
Président de la Conférence
ministérielle de la Francophonie

SE Monsieur Jean Marie Vianney NIDAGIJIMANA
Ministre des affaires étrangères et de la coopération
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
Kigali
RWANDA

*Original sent to
S.
3/9/94*

*Seen by MIA MFA
14/9
MA*

FC

This fax has
been given to Frank
for the minister of
Foreign Affairs

This is a copy for your
info.

Susana

1/8

②
SRSG
see Frank
re his mission, he has
shortly left today
for Europe where he
will call Susana
28.
FC

for your info.
1/8

Note à Monsieur le Ministre des Affaires
Etrangères et de la Coopération. KIGALI

Monsieur le Ministre,

Subordinairement au message que je vous ai envoyé le 29 juillet 94 au sujet de la démission de l'Ambassadeur du Rwanda à Dar es Salaam, Monsieur Thomas KUNYANESA, et dont je ne suis pas sûr que il vous soit parvenu, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, photo-copie de la note verbale que l'intéressé a adressée aux autorités tanzanaises le 27 juillet 1994 pour annoncer sa démission.

J'estime par ailleurs nécessaire de vous faire part de deux observations importantes:

1. L'intéressé n'a pas jugé utile d'informer de sa décision les nouvelles autorités rwandaises qu'il ne reconnaît pas.
2. L'Ambassadeur démissionnaire affirme devoir continuer d'expédier les affaires courantes en attendant la communication aux autorités tanzanaises du nouveau Chef de Mission. Etant donné les graves inconvénients évidents d'une situation en ambigüité, il conviendrait de ne pas la faire durer trop longtemps.

V. P. P. Condiata. Emanuel NUTURU, ~~Amamba~~

PHONE NO. : 255 51 46108
AUG. 1. 1994 5:19PM P. 2

PHONE NO. : 0012129633898

FROM : TP&TC 12
TO :

H. E. J. M. V. NDAGIJIMANA

U

REPUBLIQUE RWANDAISE
AMBASSADE A DAR ES SALAAM
P.O. BOX 2918
DAR ES SALAAM

Dar es Salaam, 1a
N°285/01.02.0

MKF IN: - 2092

The Embassy of the Rwandese Republic in Dar es Salaam presents its compliments to the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the United Republic of Tanzania and has the honour to inform the esteemed Ministry that, following his press release issued on July 27, 1994, H.E. Mr. Thomas MURYANEZA, Ambassador of the Rwandese Republic to the United Republic of Tanzania has decided to resign from his post of Ambassador of Rwanda to Tanzania, with effect from 27, July 1994.

The Embassy would like to request the Ministry to kindly arrange audiences to Honorable Joseph RWEKASIRA, Minister for Foreign Affairs and International Cooperation, to Honorable John S. MALECELA, Prime Minister and First Vice-President and H.E. Ali Hassan MWINYI, President of the United Republic of Tanzania, to enable the outgoing Ambassador to bid farewell.

The Embassy of the Rwandese Republic avails itself of this opportunity to renew to the Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation of the United Republic of Tanzania the assurances of its highest consideration.

Dar es Salaam, 27th July 1994

Ministry of Foreign Affairs
& International Cooperation
DAR ES SALAAM



FC E/TX

KYF OUT: - 1230
MIR - 1472

UNAMIR
94 JUL 32 07 22

UNAMIR
Kigali, le 29 juillet 1994.
94 JUL 32 07 27

A Son Excellence Monsieur le Secrétaire
Général de l'Organisation des Nations
Unies
NEW YORK.

Excellence,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en séance du 27 juillet 1994, le Gouvernement rwandais a nommé Monsieur BAKURAMUTSA MANZI, Ambassadeur Représentant Permanent de la République Rwandaise auprès de l'ONU en remplacement de Monsieur BIZIMANA Jean Damascène appelé à d'autres fonctions.

L'Ambassadeur BAKURAMUTSA MANZI rejoindra sous peu son poste d'affectation à New York.

La présidence du Conseil de Sécurité revenant au Rwanda pour le mois d'Août, je vous prierais de bien vouloir demander aux membres de remettre à plus tard la présidence du Conseil de Sécurité par le RWANDA pour permettre à notre nouveau représentant de s'installer et de prendre connaissance des dossiers soumis au Conseil.

Je vous prie d'agréer, Excellence
Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma très haute considération.

Jean Marie Vianney NDAGIJIMANA,
Ministre des Affaires Etrangères
et de la Coopération.

Copie pour information :

- Son Excellence Monsieur
le Président de la République
KIGALI.
- Monsieur le Vice-Président
de la République Rwandaise
KIGALI.

EFG E/DIR

1/2

FAX

TO : State AF/C

FAX# : 001-202-647-0810

SUBJECT : US - RWANDA MOU FOR DDA HUMANITARIAN
OPERATIONS

FROM : AMBASSADOR RAWSON

KIGALI, RWANDA

UNAMIR
15 JUL 21 13 03

2/2
REPUBLIQUE RWANDAISE
SERVICES DU PREMIER MINISTRE
B.P. 1334
KIGALI.

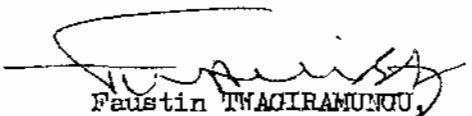
July 27, 1994.

Dear Mr. Ambassador,

I have the honor to respond to Embassy note of July 26, 1994 which reads as follows : "I have the honor to refer to recent discussions between our two Governments regarding the status of U.S. military personnel and civilian employees of the Department of Defence who may be present in Rwanda in connection with humanitarian efforts including those presently ongoing and otherwise with respect to their official duties, as well as future activities. I have the honor to propose that such personnel be accorded a status equivalent to that provided to the technical and administrative staff of the United States Embassy."

I have the further honor to accept your proposal on behalf of my Government. Therefore, this note and your note constitute an agreement between our two Governments, which shall be effective this date for a renewable period of three months.

Sincerely,


Faustin TWAGIRAMUNGU,
Prime Minister.

His Excellency
Mr. David RAWSON
Ambassador of USA
KIGALI.

UNAMIR
Force HQ
Kigali, Rwanda

27 July 1994

3000/15/Ops

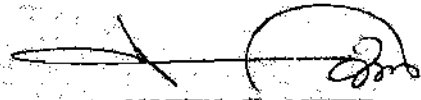
See Distribution:

①

SUBJECT: CLEARANCE

1. One person named Mr GASAGARA ELIE, Deputy Director of Project, World Bank, Ministry of Primary and Secondary Education, contacted UNAMIR officials in Cyangugu and reported that he heard an announcement over the Radio Rwanda, asking him to report to Kigali. He also sought help from UNAMIR in this regard.
2. You are requested to confirm the above message and forward clearance in favour of the said person for returning to Kigali. After receiving your clearance, UNAMIR will help him in returning to Kigali. An early reply in this regard will be highly appreciated.
3. Best regards.

②
COO
Did you attach the
set up to this request?



MOHEN U AHMED
Col
For Force Commander

Distribution:

Action:

External:

Maj Gen Paul Kagame
Vice President and Minister of Defence
Kigali, Rwanda

Information:

External:

Maj Kamanzi
Senior Liaison Officer
RPA

Internal:

FC's office

No. 67277
FC



UNAMIR - KENYA

UNAMIR
Force HQ
Kigali, Rwanda

26 July 1994

3000/15/Ops

See Distribution:

SUBJECT: MOVEMENT OF THE FRENCH LIAISON TEAM IN KIGALI

1. You are aware that a seven member French liaison team from the French led Coalition Forces (FCF) are working with UNAMIR in Kigali to maintain close liaison with their main force. It may also be mentioned here that these French personnel are not allowed to go out of the UNAMIR HQ. As a result they are virtually confined within the short space of this HQ. As a military person you are well aware that they need some exercise and some outing to keep themselves fit physically and mentally.
2. It is therefore, requested to you to allow them to carry out some exercise around the UNAMIR HQ and to go out to the city area escorted by the UNAMIR personnel.
3. An early reply in this regard will be highly appreciated.
4. Best regards.

MOEEN U AHMED
Col
For Force Commander

Distribution:

External:

Action:

Maj Gen Paul Kagame
Vice President and Minister of Defence
Kigali, Rwanda.

Information:

FCF Liaison Office
Kigali

Internal:

Information:

Force Commander's Office ✓

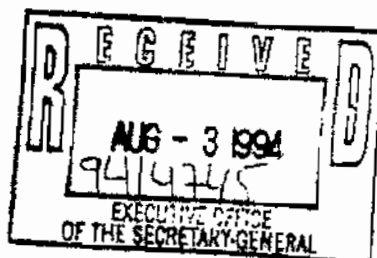
République du Zaïre
Vice-Présidents chargés des Réformes Institutionnelles
Ministère de la Justice et
Garde des Sceaux



Le Cabinet
du Vice - Premier Ministre

M. Hansen
c. M. Simon
IK/AS

HA
IR



Kinshasa, le...23/07/94....

Transmis copie pour information :

- A Monsieur le Secrétaire Général
des Nations Unies à
NEW YORK
- A la Mission Permanente du
Zaïre à GENEVE / SUISSE
- A la Mission Permanente du
Zaïre à
NEW YORK.-

A Madame SADAOKO OGATA
Haut Commissaire des Nations
UNIES pour les Réfugiés
P O Box 2 500
C H - 1 211 GENEVE 2
Dépôt - SUISSE

Madame le Haut Commissaire,

Le Gouvernement de Transition de la République du Zaïre a été saisi de la lettre que vous avez bien voulu adresser au Président de la République le 21 juillet 1994 en rapport avec le drame qui frappe le Rwanda et le flot massif des Réfugiés qui arrivent dans l'Est du Zaïre, ajoutant ainsi à la détresse déjà très grande et plaçant notre Pays dans une situation des plus difficiles.

Le Gouvernement remercie Madame le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, non seulement pour l'hommage rendu à l'attitude généreuse des Autorités et du peuple zaïrois qui ont ouvert et entendent maintenir ouvertes leurs frontières aux Réfugiés, en dépit des conséquences, mais aussi pour les efforts déployés par votre Office pour porter secours aux victimes de ce drame.

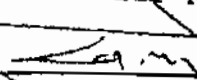
Le Gouvernement a décidé d'accéder à votre requête et d'autoriser non seulement une augmentation du trafic aérien humanitaire à GOMA, mais aussi de donner priorité aux vols des avions acheminant l'assistance en nourriture, en biens d'assistance et en médicaments.

De même il a été décidé que l'importation de l'assistance humanitaire soit exemptée des droits et taxes, des royalties et autres frais.

- 2 -

Je vous prie de croire, Madame le Haut Commissaire,
en l'assurance de ma parfaite considération.-

POUR LE 1er MINISTRE


Gérard KAMANDA wa KAMANDA

Vice-Premier Ministre
Garde des Sceaux.-



To: Maj Gen Kagame
Minister of Defence

From: Col Tikoca
A/FC

Date: 20 July 1994

Composition of the French Delegation

- M Dufourck, Secretary General of the Quai D'Orsay
- Mme Boivineau, Ambassador, Quai D'Orsay
- Gen Germanos, Deputy Chief of Staff of Operations,
Army
- Col Klein, Executive Assistant
- Communications technician

They are due to arrive Kigali Airport at 0730 hrs using a Falcon 50 aircraft. Their initial intention was to spend the day here conferring with Rwandese officials as available. However there may be some delay in the arrival time because of the confusion over the status of their welcome.

May we assume that your welcome to them includes permission for the French liaison team that is currently with us to go to the airport to meet them and to leave a guard on the aircraft? The French liaison team would travel in two vehicles with a UNAMIR escort.

0
TWAGIRAYezu Innocent
C/O MINICOMART

RWEMALIKA Frédéric
C/O ORINFOR - T.V.R.

KIGALI.

Monsieur le Préfet de la Ville de Kigali
KIGALI.

Objet: Plainte contre les
menaces de mort.

Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur de nous adresser auprès
de votre haute compétence pour vous exprimer nos inquiétudes à propos
de notre sécurité dans la commune Nyarugenge, secteur Gitega, cellule de
Kigarama.

En effet, Monsieur le Préfet, le secteur
Gitega devient du jour au lendemain un lieu privilégié des malfaiteurs
pour commettre leurs forfaits. Nous citerons à titre d'illustration, le
récent attentat à la grenade au conseiller de ce secteur qui a été
grièvement atteint, sans oublier les explosions presque quotidiennes
des grenades ici et là dans ce même secteur.

Actuellement, c'est la tour de nous autres
TWAGIRAYEZU Innocent (agent du MINICOMART) et RWEMALIKA Frédéric (agent
de l'ORINFOR - Télévision) d'être menacés de mort par une bande de
malfaiteurs qui se fait nommer ABADAHUSEKA BA RWANDA BOKALI.
Dans la journée du 29/3/1994, nous avons reçu une lettre de cette bande
(voir photocopie annexée) où ces malfaiteurs affirment comme vous le
constateriez dans cette lettre, que dans un délai de 15 jours, ils viendront
chez-nous et qu'une somme de 200.000 FRW et 350.000 FRW doit être
respectivement donnée par TWAGIRAYEZU Innocent et RWEMALIKA Frédéric, à
défaut de quoi nous serons exécutés sur place.

RECEIVED	
OFFICE OF FC	
Date	6/4/94
No. 1024	By S.R.

.../...

②
H.T.O.
Note. comment.
pro. f.c.
7/4

Ainsi donc, la présente a pour but de vous demander de bien vouloir nous garantir la sécurité et d'user de tous les moyens qui sont à votre disposition pour démasquer cette bande qui trouble la sécurité de ce quartier.

Tout en attendant une suite urgente à nos doléances, ^{nous} vous prions d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de notre haute considération.

Fait à Kigali, le 29/3/1994

IRAGIREZE Innocent

IRWEMALIKWA Frédéric

C.P.I

- Monsieur le Bourgmestre de la commune urbaine de Nyarugenge
- Monsieur le Commandant de la MINUAR chargé de la sécurité Secteur-Kigali
- Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Nyamirambo
- Monsieur le Chef de fichier central
- Monsieur le conseiller de secteur Gitega
- Radio-Télévision libre des Mille Collines.

K I G A L I.

Abudakusha
Rwanda Rokoli

Babwona.

Twaragiye yaguzwe Inyamba

Rwemalika karedeke.

Ikidutye - kubondikira n'iki kubona.

Tgize muwagoreye. murya amafunga rwangira

Andi mukaba mugasongira ni abaturu

Mubera mubipanga noba bene cebahinze

tumereye. nabo akaba ariye mpanze

tubandikiye muwembi

turabizi mupite umuturaga, ukagize

Wowe. Turagira yaguzwe twamenyeko

Waragize kugura mato ya 500,000F.

Rwemalika nawe yaragize kugura.

TAX ya kore akaba aligamponye tubateguye

koko turatunye. Kandi tuzinze ka

ali. Turagira yaguzwe azadushokira 200,000F

Rwemalika azadushokira 250,000F.

Niba mukunda omakoro tuzasongere ahari

Niba mwigaga turayabura kandi

iyabura yumuturaga mwigaga yaguzwe

Yagira Inyamba tugomubona

Nero uwo muteto murewa

Nuteto ngo mwaromugaye ntetwa

Nuzi abomugaye ako bali

Murukuriza amashyamba

Zomubye mubashyamba none

Ngo mubye ibimugaye tagaranye

Ayo masezerano yuguye

Ituraza le itazwi nza mubashyamba

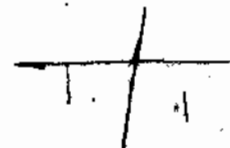
Utonzwe ubuho none ubuho

Iminsi 15 gusa

Wondikwe mubashyamba

Abadukusha barwandukira

Rokoli



(F)

UNAMIR
INTER-OFFICE MEMORANDUM

File No: 1000.04 (A\MA)

To: RPF LO (Maj Kamanzi)
From: FC
Info: HQ Comdt
Date: 1 April 1994
Subject: REPLACEMENT OF RPA CHIEF LIAISON OFFICER
Reference: Letter RPF\FC dated 31 March 1994

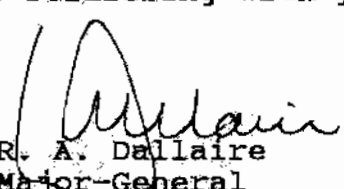
1. In the reference I was informed that Lt Col Karenzi has been replaced by yourself as Chief Liaison Officer with UNAMIR. Congratulations on your appointment and welcome to the team. I look forward to the success of our mutual mission, which is assisting in the full implementation of the Arusha Peace Agreement.

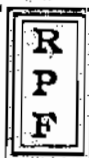
2. Please pass my compliments to Lt Col Karenzi and wish him my best for the future. I hope we have the opportunity to soldier together again at some time and place in the future. I wish him well in his new employment. I appreciated his time and efforts as Chief Liaison Officer. I found his advice and assistance to be invaluable in fostering mutual understanding and appreciation of our mission. If possible, I would appreciate seeing him before he leaves for RPA HQ. If he is not available please pass my message to him and remind him he owes me his ID card. The card must be passed to Maj Beardsley A\MA to the FC in Room 2052 as soon as possible.

3. As you commence your employment with UNAMIR let me give you a few directions which I believe will mutually benefit us in the performance of our duties. The RPA Chief Liaison Officer has direct access to me on any important or emergency matter and at any time. You know the location of my office, my staff and my work and home phone number. Do not hesitate to contact me directly on any important matter which you feel deserves my attention. For routine matters or questions please contact the staff officers responsible for the nature of the matter. Capt Kumi is the major point of contact for most matters, but the other members of my staff are available to you if required. In return I expect you, or a member of your staff who can contact you, to be available to me 24 hours a day 7 days a week. Emergency communication is critical to the success of our mission. In addition, as Chief Liaison Officer you are responsible for the actions and deportment of your Liaison Officers. Any incidents involving your Liaison Officers will be referred to you for action. In conclusion, I depend on you to be my critical and immediate link to the RPA. With a spirit of

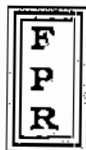
teamwork and cooperation the ultimate success of our mutual mission is ensured.

4. Let me again welcome you to the team and confirm my sincere desire that we enjoy a long and successful relationship together by being constantly motivated with our mutual desire to achieve Peace in Rwanda. I look forward to soldiering with you in the months ahead.


R. A. Dallaire
Major-General
Force Commander



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



C

②
R/MA (through dog)
Has he returned
his ID card etc?
I will speak to H&G
Kagame tomorrow on
this.

31st March 1994

R.A DALLAIRE
MAJOR GENERAL
FORCE COMMANDER UNAMIR

③
FC

note new clip

B.D.
Mg
A/MA
1/4

RE : REPLACEMENT OF Lt.Col. KARENZI KARAKE OUR LIAISON
OFFICER WITH UNAMIR BY Major KAMANZI.

We would like to inform you that we are replacing Lt. Col.
KARENZI-KARAKE our Liason Officer with UNAMIR by Major
KAMANZI.

By copy of this letter Lt. Col. KARENZI should report to RPA
HQs within three days of the receipt of this letter.

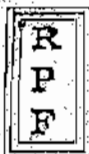
Yours Sincierely,

Andrew RWIGAMBA
Lt. Col.
Secretary, RPA HIGH COMMAND.

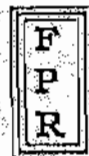
C.C. :

- Lt.Col. KARENZI-KARAKE

RECEIVED	
OFFICE OF FC	
Date	1/4/94
987	By <u>LC</u>



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



RECEIVED
OFFICE OF SRSG

Date 1/4/94

No. 881 By PF

Mulindi, le 28 mars 1994

PR/X.2/009/94 Bu

- DI KABIA
- FC

(2)
DPC
Please note and
return
[Signature]
1/4

Excellence Monsieur le Président du
Conseil de Sécurité des Nations Unies
New York.

Excellence Monsieur le Président,

Il n'est plus un secret pour personne que le Président Habyarimana n'a eu de cesse d'importer des armes malgré la signature de l'Accord de Paix entre le FPR et le Gouvernement Rwandais. L'opération d'importation en cours porte sur 85 tonnes d'armements. Le mois dernier le personnel d'Etat Major de l'armée rwandaise a été dépêché au Caire et en Afrique Australe dans le cadre de finalisation de ces marchés d'armes. Toutes ces opérations et d'autres similaires, qui n'ont certainement pas pu échapper à l'attention de la MINUAR, sont contraires au but poursuivi par l'Accord de Paix d'Arusha.

Nous voudrions rappeler que le régime du Président Habyarimana n'a pas arrêté non plus de distribuer des armes dans la population civile, de cultiver la haine et la division au sein de la même population, de se livrer à des persécutions et à la violence ethniques, de harceler l'opposition, portant ainsi l'insécurité, orchestrée par sa milice INTERAHAMWE, à des dimension effarantes. Ceci est connu aussi de la MINUAR. Toutes ces actions montrent en outre pourquoi le Président Habyarimana dresse tant d'obstacles à la mise en place des Institutions de Transition prévues par l'Accord de Paix d'Arusha. Il est fort à redouter du reste que ces actes n'hypothèquent le fonctionnement régulier de ces Institutions après leur installation.

Dans notre correspondance antérieure, notamment par nos lettres du 25/5/1993 et du 17/6/1993, nous indiquions que le projet de résolution 846 du Conseil de Sécurité, alors en cours de discussion, aurait pour résultat d'appliquer au FPR des mesures de contrôle de façon discriminatoire. Comme le FPR était l'une des deux parties au conflit, ce traitement inégal paraissait être contraire aux protocoles d'Arusha signés déjà entre les deux parties et était attentatoire à l'Accord de Paix final dont la conclusion était imminente. Nous indiquions en particulier que ce projet entendait appliquer un embargo sur le FPR en laissant les coudées franches à l'autre partie au conflit. L'expérience nous donne malheureusement raison. Nous protestons d'autant plus contre cette situation que le pays qui a présenté le projet de résolution susdit, la France, est celui-là même occupé aujourd'hui à fournir une partie de ces 85 tonnes d'armements au Président Habyarimana. Tout paraît donc correspondre à un plan arrêté à l'avance.


RECEIVED
OFFICE OF FC

Date 1/4/94

No. 992 By S.P.

Le FPR proteste contre tous les faits rapportés ci-dessus et qui contenaient l'Accord de Paix. Il prie les Nations Unies, à travers vous, de faire ce qui est en leur pouvoir pour que cessent les entraves à l'Accord de Paix d'Arusha.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.


Colonel Alexis KANYIRENGWE
Président du FPR

- Cpi :
- Les Membres du Conseil de Sécurité
 - Les Membres des Nations Unies : Observateurs à nos Négociations
 - Le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies à Kigali.
 - Monsieur l'Ambassadeur de la République Unie de Tanzanie à Kigali.
 - Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général de l'OUA à Kigali

REPUBLIQUE RWANDAISE

Kigali, le 27 Mars 1994.



TRES URGENT

N° 131/02,2

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
B.P. 1334 KIGALISon Excellence Monsieur le
Président de la République
KIGALI.

Réf. N° :

Annexe :

Objet : Mise en place des Institutions
de Transition le 28/03/1994.

Excellence Monsieur le Président,

Référence faite à la lettre du
F P R qui m'est parvenue le 26 Mars 1994 et aux conclusions de la
réunion tenue le 25 Mars 1994 entre le Gouvernement Rwandais et
le F P R en présence des représentants de l'ONU, des Pays obser-
vateurs aux négociations d'ARUSHA, réunion à laquelle Vous étiez
représenté par Votre Directeur de Cabinet, Monsieur Enock RUHIGIRA,
j'ai l'honneur de Vous tenir informé de ce qui suit :

1° La position du F P R concernant le parti C D R est contenue
dans la lettre Vous transmise en annexe de la présente.

2° Comme il ressort des conclusions de la réunion susmentionnée,
lesquelles conclusions ont été portées à Votre Excellence et à
tout le peuple rwandais, ni le parti C D R ni aucun autre parti
ne peut prendre le pays en otage et empêcher ainsi la mise en
place des Institutions à base élargie.

Concernant particulièrement la C D R, il a été conclu que quels
que soient les résultats des concertations qui étaient encore
en cours, le pays devait être doté des Institutions de Transition
en date du 26 Mars 1994.

Parallèlement, il sied de rappeler à Votre Excellence que concer-
nant les deux autres partis à savoir: le P.D.I, Parti pour la
Démocratie Islamique et le M.D.R, Mouvement Démocratique Républi-
cain, les Députés retenus sont respectivement Messieurs HAMIDOU
Omar et TEGERI Jean.

/...

- 2 -

3* En outre, Monsieur le Président, je me déclare prête à renouveler l'invitation aux cérémonies précitées ce lundi 28 Mars 1994 conformément à Votre souhait m'exprimé par Votre Directeur de Cabinet par téléphone dans la nuit du 25 Mars 1994

En conclusion, Monsieur le Président, j'informe Votre Excellence que le programme détaillé des cérémonies reste le même que celui qui était retenu le 25 Mars 1994.

Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'expression de ma très haute considération,

Le Premier Ministre,
Mme UWILINGIYIMANA Agathe.

Copie pour information :

- Monsieur le Président du F P R
K I G A L I.
- Monsieur le Représentant Spécial
du Secrétaire Général des Nations Unies
K I G A L I.
- Corps Diplomatique (TOUS).



Kinyinya, le 17/03/1994

N°.....

Mr. Desanda
et l'Etat n'ont
my remarks
below. p. 11
44

⑦
DCC
Have we done
anything concrete
on this as requested
in the notes para

Monsieur le Premier Ministre
KIGALI

⑦
FC
Mr. Desanda
is being asked to
additional functions
of political affairs in
the office of the
honourable Minister
very busy with
the signing of
the 6th

Objet: Insécurité en zone
Démilitarisée.

3/1/3

S/Couvert de Monsieur le Ministre de l'Intérieur
et du Développement Communal
KIGALI



⑦
Mr. Desanda
What sort of response
has DCC given to
the military
the political?

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de m'adresser à votre haute
autorité pour vous soumettre un problème relatif à la sécurité de la
population en Zone Démilitarisée.

Depuis le retour de la population en Zone
Démilitarisée en application de l'Accord de KINYINYA, plusieurs cas de
violation de cette zone par des personnes armées ont été enregistrés.
La plupart de ces cas ont coûté la vie à des civils innocents. Cela
a contribué à entretenir chez la population un climat de détresse.
Les parties signataires de l'Accord de KINYINYA et les organes impliqués
dans son exécution en ont été régulièrement saisis afin qu'ils puissent
prendre des mesures adéquates, de nature à faciliter à l'administration
mise en place d'encadrer la population dans le processus de réinstallation.

Le constat est que la situation ne fait que se
dégrader. Le récent et malheureux incident du 15 Mars 1994 dans lequel
les regretés dont les noms sont repris ci-après ont trouvé la mort
le confirme. Il s'agit de:

- NYIRIMWANA Mathamali, Directeur du Projet ASSOCIATION CYONCHA-RUMERI;
- DUBABIMANA Aryste, épouse du Directeur défunt;
- BUCYIYE Justin, Chef de Plantation au Projet;
- BAFALI Emile, Chef de Secrétariat au Projet;
- BEMBO Bonaventure, Encadreur au Projet.

Cet incident vient d'anéantir les lueurs d'espoir qui subsistaient chez
la population, en attente de la mise en place de toutes les
institutions de transition.

970
28/3/94

En plus de la psychose de l'insécurité généralisée dans la zone, qu'il va accentuer, l'assassinat du staff de direction de l'Assopthé GYOHONIA-EUKERI implique l'arrêt évident de la production théicole qui constitue une importante source de revenu aux populations des Communes GYUNGO, TUMBA, BUYOGA, KIBALI et NYALUGALI, dans leur effort de réinstallation.

Il s'avère ainsi nécessaire de concevoir des stratégies qui puissent redonner confiance à la population et aux opérateurs socio-économiques, qui, à présent doutent de l'opportunité d'avoir voulu résoudre leurs problèmes en créant une zone à statut administratif d'exception, mais sur des bases de sécurité fragiles. Dans ce cadre, une rencontre urgente de haut niveau entre les parties signataires de l'Accord, la MINUAR et l'Administration locale pourrait avoir lieu pour redéfinir les meilleurs moyens de renforcer la sécurité de la population en Zone Démilitarisée.

Avec l'espoir que vous ne ménagerez aucun effort pour trouver une solution heureuse au problème soumis à votre haute autorité, Je vous prie d'agréer, Madame le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Sous-Préfet de la Sous-Préfecture KINIHURA
Stanislas KAMUKELI.

Copie pour information à:

- Son Excellence Monsieur le Président
de la République Rwandaise
KIGALI

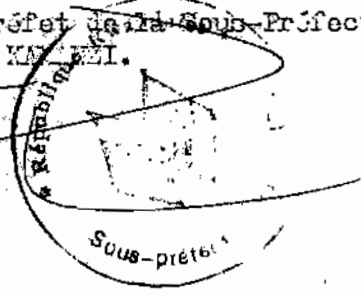
- Monsieur le Premier Ministre Désigné
KIGALI

- Monsieur le Président du F.P.R.

- Monsieur le Commandant en Chef de la
MINUAR

- Monsieur le Secrétaire Général du F.P.R.

- Messieurs les Bourgmestres des Communes
de la Zone Démilitarisée de la
S/Préfecture KINIHURA



Summary Pending Request for Translation

To: Prime Minister

From: Sub-prefect of of Kinihira

Date: 17 March

Subject: Insecurity in DMZ and increased attacks by armed.
(marked in pen): An urgent high-level meeting between the signatories to the KINIHIRA Agreement, UNAMIR and the local administration should take place and redefine the best way to boost security in the DMZ.

① FC
no Sir, we have not attempted getting signatories to the KINIHIRA Agreement to meet us and the local administration on any form of discussion. Your directives Sir. *FD* 03/4 DFC

② Dukakis
we require the support of a dedicated political officer for DMZ affairs. we have talked before as this as we must go over the modalities of political/government/security matters in DMZ now for such subjects like the one attached and where the ASBG is formed and the DMZ consumers. your support please. *De* 4/4

Original in French/file: AGATHE.DV4/DV

27 March 1994

To: His Excellency the President of the Republic
Kigali

Subject: Installation of the Transitional Institutions on 28.3.94

Excellency, President of the Republic,

Reference is made to the RPF's letter which reached me 26 March 1994 and to the conclusions of the meeting held 25 March 1994 between the Rwandese government and the RPF with the attendance of representatives of the UN and the observer countries to the ARUSHA negotiations, where you were represented by your Director of Cabinet, Mr Enoch RUHIGIRA. It is my honor to inform you that:

1. The RPF's position with respect to the CDR party is contained in the letter sent attached.

2. The results of the above-mentioned meeting, which have been conveyed to you and to the Rwandese people, mean that neither the CDR nor any other party can hold the country hostage and thus block the installation of the Broad Based Institutions.

Concerning the CDR specifically, it was concluded that, whatever the results of the consultations underway may be, the country must be endowed with the Transitional Institutions on 26 March 1994.

It should also be recalled to you that, with respect to the other two parties, that is, the PDI, Party for Islamic Democracy, and the MDR, the Republican Democratic Movement, the deputies selected are Mr. Omar HAMIDOU and Mr. Jean TEGERI.

3. In addition, Mr. President, I state here my readiness to renew the invitation to the above-mentioned ceremonies this Monday 28 March 1994 in accordance with your wish expressed to me by your Director of Cabinet by telephone on the night of 25 March 1994.

In conclusion, Mr. President, I must inform you that the detailed program of ceremonies is the same as that for 25 March 1994.

High regards.

Prime Minister
Agathe UWILINGIYIMANA

①

Fc

For your info sir

AG
27/3

DFC/LOS

②
PA

political file
FC
31/3



Kigali, 15 March 1994

Subject: FORMATION OF A TRIAL JOINT RAPID REACTION TEAM (JRRT)

Reference: RPF Letter dated 10 March 1994

This letter is forwarded to acknowledge receipt of your official letter of agreement with our proposal for the formation of a Trial Joint Rapid Reaction Team (JRRT) dated 10 March 1994.

We very much appreciate your support for this proposal which we believe would be of mutual advantage to the Parties and to UNAMIR. However, the proposal required unanimous support and the Government of Rwanda is not prepared to participate in the trial JRRT until after the formation of the Broad Based Transitional Government (BBTG). We have therefore placed this proposal on hold pending the formation of the BBTG. Once the BBTG has been formed, it is our intention to resubmit this proposal to both of the parties for implementation.

Please be assured of my co-operation and highest consideration at all times.

HK Anyidoho
Brigadier General
for the Force Commander

Major-General P. Kagame
Chairman of the RPA High Command
Mulindi, Rwanda

15 March 1994
Kigali, 28 February 1994

Subject: FORMATION OF A TRIAL JOINT RAPID REACTION TEAM (JRRT)


Reference: RPF Letter dated 10 March 1994

This letter is forwarded to acknowledge receipt of your official letter of agreement with our proposal for the Formation of a Trial Joint Rapid Reaction Team (JRRT) dated 10 March 1994.

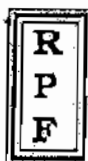
We very much appreciate your support for this proposal which we believe would be of mutual advantage to the Parties and to UNAMIR. However, the proposal required unanimous support and the Government of Rwanda is not prepared to participate in the trial JRRT until after the formation of the Broad Based Transitional Government (BBTG). We have therefore placed this proposal on hold pending the formation of the BBTG. Once the BBTG has been formed, it is our intention to resubmit this proposal to both of the parties for implementation.

Please be assured of my cooperation and highest consideration at all times.

Major-General P Kagame
Chairman of the RPA High Command
Mulindi, Rwanda


Romeo A. Dallaire
Brigadier General
Force Commander

HK AMWIDOTTO
Brigadier General
For Force Commander



FRONT PATRIOTIQUE RWANDAIS RWANDESE PATRIOTIC FRONT



10th March 1994

①

Brigadier General Dallaire
Force Commander UNAMIR
UNAMIR HQS
KIGALI.

RE : FORMATION OF A TRIAL JOINT RAPID REACTION TEAM (J R R T)

We are in support of the idea of the formation of a Trial Joint Rapid Reaction Team as requested in your letter of 28th February 1994.

You could let us know when to send the Names of our Officers to participate on the teams.

Yours Sincerely,

Andrew Rwigamba
Andrew RWIGAMBA
Lt.Col.

SECRETARY FOR RPA HIGH COMMAND

②
A/MA/MIO

To the best of my knowledge, the Minister of Defence to COS RGF did not agree on this issue. Give me an update

13/3
DFE/WS

③
A/FC
1. RGF (specifically COS) did not agree.
2. Therefore, it is on hold until formation of JBBTG.
3. Do you want me to prepare reply to RPF or should ignore until JBBTG.

13/3
maj
A/MA
17/3

④
A/MA
Let us find some nice words and answer the RPF

Mr. _____

While you were away.

Mr. *① Clog D*

of _____

Phone No. _____

② [Signature] Let us keep in a folder for [Signature] [Signature]

Telephoned		Will Telephone Again	
Called to See you		Please Telephone	
Will call Again		Please call on him	

Left Message

① The contract has finally been signed. Get close to Mr. Mitchell he hopes to complete the other things in two days for [Signature] & it needs in

Date

Time

Initial

③ [Signature]

4 March 1994

UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

LETTER OF AGREEMENT

BETWEEN

UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA

AND

THE GOVERNMENT OF RWANDA

This Agreement entered between The UNITED NATIONS ASSISTANCE MISSION FOR RWANDA (hereinafter referred to as "The UNAMIR") AND THE GOVERNMENT OF RWANDA (hereinafter referred to as "The GOVERNMENT").

WHEREAS UNAMIR and THE GOVERNMENT have agreed on the use of a portion of the (Center National de Formation et de Perfectionnement Professionnel "CNFPP") as per Note Verbale Ref. NV/011/94, dated 2 March 1994, minutes of the meetings held on 2nd. and 3rd. March 1994 respectively, which are attached to this Letter of Agreement as Annex "A".

WHEREAS THE GOVERNMENT has informed UNAMIR of its willingness to offer CNFPP Premises free of charge to UNAMIR and WHEREAS UNAMIR requires suitable accommodation premises for 200 Ghanian Soldiers in Kigali City (on temporary basis) to enforce security within the limits of Kigali.

NOW THEREFORE, UNAMIR and THE GOVERNMENT hereby agree as follows.

1. UNAMIR shall occupy the premises for a maximum period of 4 weeks, not renewable, effective 15 March 1994.
2. UNAMIR shall occupy the premises offered by the GOVERNMENT, description and condition of the premises are listed in Annex "B".
3. UNAMIR shall install back-up generator, lighting and outdoor cooking facilities during the term of occupancy.
4. UNAMIR shall erect a temporary barrier around the area that will be occupied by 200 GHANIAN Soldiers as mentioned above to separate from the construction site.

✓

5. UNAMIR shall arrange to effect repairs directly caused by UNAMIR Personnel, vehicles or equipment at UNAMIR's expense as soon as possible and within a reasonable time period.

6. In the event that the premises or any part of the premises thereof are damaged by fire or by FORCE MAJEURE (acts of God, laws and regulations, industrial disturbances, and any other similar circumstances, acts or conditions beyond its control, UNAMIR shall not be responsible. UNAMIR shall give immediate notice to the GOVERNMENT and have the option to terminate the agreement and vacate the premises.

7. UNAMIR shall be responsible for the payment of water, gas and electricity bills in accordance with the actual amounts consumed. UNAMIR shall be responsible for the telephone bills, fuel for back-up generator and the regular cleaning and upkeep for the premises, and the overhauling of the premises in the same condition they have been received.

8. The GOVERNMENT or its representative shall have the right to enter the premises at any reasonable time in order to inspect its condition and/or accomplish other construction work.



TUKUKIMANA J. de Dieu
Directeur de Cabinet

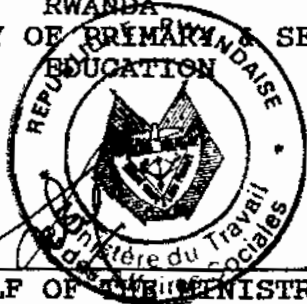
ON BEHALF OF UNAMIR
CHRISTINE DE LISO
OFFICER IN CHARGE, ADMINISTRATION

Date: 14.3.94



ON BEHALF OF THE GOVERNMENT
RWANDA
MINISTRY OF PRIMARY & SECONDARY
EDUCATION

Date: 14 Mar '94



ON BEHALF OF THE MINISTRY OF
LABOUR AND SOCIAL AFFAIRS

Date: 14.3.94

MINUTES OF THE MEETING

held in UNAMIR HQ
on 2 March 1994, at 3 p.m.

Participants:

His Excellency, Ambassador Mr. Ubalijoro

Mr. Balihuta P. Célestin, Ingénieur Civil en Construction

UNAMIR:

Ms. Christine De Liso, Chief Administrative Officer in Charge,
Mr. Hans Benz, Chief Procurement Officer
Mr. Philip Mitnick, Chief Buildings Management Officer
Ms. Georgette Khraish, Contracts Assistant
Mr. David Violet, Interpreter
Ms. Johanna Englputzeder, Rapporteur

Ambassador:

Thank you very much for having arranged this Meeting at the request of the Ministry of Foreign Affairs and Cooperation. It was expected that the Entrepreneur would attend this meeting. The subject of this meeting is the temporary occupation of a portion of the building currently being constructed called "Centre National de Formation et de Perfectionnement Professionnel" (CNFPP).

The building would be occupied by 200 UN-soldiers (GHANA) to provide additional security in KIGALI. The building, however, is still under construction and one pre-condition would be that the current construction and work could continue while it is occupied.

UNAMIR's reaction and comments are invited.

C. De Liso:

I am very grateful to everybody who has come to this meeting and especially to Ambassador Ubalijoro and Mr. Balihuta P. Célestin for all the efforts and arrangements that were made to assist us in obtaining the use of the building in question. We are looking for an accommodation for 200 soldiers. I feel very certain that we can work out a solution and will come to an agreement. I would like to assure you on behalf of UNAMIR that we respect the requirements of the Rwandese people and any conditions which are mutually agreed for the use of the building.

Mr. Balihuta P. Célestin:

I thank UNAMIR very much for the cooperation shown so far; Rwandese people appreciate very much the presence of UNAMIR.

Concerning the project "CNFPP" in question, the technical department of the Ministry would like to be assured that the construction will go forward until it is finished despite the occupation by the soldiers. It is too bad that the persons in charge of the construction, namely the Entrepreneur and the Director of Construction of CNFPP are not present in this Meeting. But we have to find the best way of helping UNAMIR concerning this building.

However, I have some reservations and concerns that I would like to point out. The soldiers will occupy the building for a rather short time. We have to be sure that the on-going work can continue. Also, the building has not been occupied so far and hidden installations could be damaged. I would like you to assure us that:

- the soldiers leave the building as it was when they entered it;
- that the on-going work in the building can continue while the soldiers are in it.

A document/contract has to be set up between UNAMIR and the Entrepreneur. As already pointed out, it would be very helpful if the Entrepreneur were here so we could hear his objections and comments on this matter.

From my side, there is no other objection except the two mentioned above. Thank you.

Ambassador Ubalijoro:

Thank you very much for your clear and specific remarks. I would have two further reservations:

An agreement should be signed between UNAMIR and the Minister of Primary and Secondary Education, with approval based on the conditions of the Entrepreneur.

If UNAMIR has comments, please go ahead.

Mr. Balihuta P. Célestin:

I would like to emphasize that the Entrepreneur's objections and comments are very important for the contract as he has a lot to say as long as the construction of the building is going on until it is completed and turned over to the new owners, he is still the person liable.

Mr. Hans Benz:

UNAMIR has a standard contract letter which would be signed by UNAMIR and the owner. In this case it would need a few amendments and adjustments, i.e. insurance in case something is damaged; damages in full UNAMIR would clear once the soldiers leave the building. What would be needed, however, is the specific conditions by the Entrepreneur which would be included in the contract.

Mr. Philip Mitnick:

In our Meeting held this morning, we discussed with the Entrepreneur the terms of the proposed contract. We are going to put it in writing following this Meeting for the Entrepreneur. I would suggest that I read this to you now and you (Ambassador UBALIJORO and Mr. BALIHUTA P. Célestin) let us know if you agree:

Terms and Conditions:

1. UNAMIR (200 soldiers) would occupy the premises for a maximum of 4 weeks.
2. We would occupy only specific buildings. The buildings will be selected in conference with the Director of CNFPP and the Entrepreneur. The selection will be based on the following criteria:
 - a) adequate space to accommodate 200 troops;
 - b) minimize disruption of the construction process;
 - c) allow installation of school machinery and equipment.
3. UNAMIR will be responsible for the repair of any damage to the facility should it occur during the term and as a result of its occupancy.
 - 3.a. A joint inspection will be performed subsequent to occupancy to determine what damage, if any, will be charged to UNAMIR.
4. UNAMIR may install temporary electric generators, lighting and outdoor cooking equipment during the term of occupancy.

5. UNAMIR will be responsible for any utility charges (i.e. water and electricity) incurred during the term of occupancy.

Mr. Balihuta P. Célestin:

I do not see any problems with the above mentioned terms and conditions. Point two (2) is arranged with the Minister and the Director of Construction of CNFPP (who would represent the Foreman).

The Entrepreneur will tell you exactly the condition of the building, what is installed, what equipment is there etc. Again, he has to make sure that the building is left by the soldiers in the same condition in which it was found.

Ms. Christine De Liso:

As far as I understand, we agree in principle on the use of the building. The final agreement has to be obtained from the Entrepreneur and the Director of CNFPP. Would it be acceptable for you (Ambassador UBALIJORO and Mr. BALIHUTA P. Célestin) that UNAMIR prepares a draft contract which could be presented tomorrow?

Ambassador Ubalijoro:

We would agree to that proposal.

Mr. Hans Benz:

The main concern is the conditions of the Entrepreneur, his main objection apparently is that he provides equipment, installations etc. and that he wants to be sure that he does not have to do this again at his own cost; his conditions have to be set up and attached to the contract - it has to be properly checked in order to assure that the building is left in the same condition as it was when the soldiers entered.

Mr. Philip Mitnick:

UNAMIR agrees that we need to provide guarantees to the owner on these points.

Mr. Balihuta P. Célestin:

This consideration for the owner is included in your terms and conditions under point two (2). The Entrepreneur will tell you exactly what is in the building and in which condition, he will also give you an exact list of these conditions, and after occupancy an inspection has to take place that everything is in the same condition as it was when UN-soldiers entered the building. Our main concern, however, is invisible installations.

Mr. Hans Benz:

May I repeat the three main concerns:

1. that construction process can be continued;
2. that any damages will be reimbursed;
3. that an exact list of the Entrepreneur will be attached to the contract.

Ms. Christine De Liso:

Thank you very much for your understanding. I would like to point out that this activity needs to start as soon as possible. The 200 soldiers (Ghana) are ready to move but we did not have space. We will draft a contract tonight and make it available to you (Ambassador UBALIJORO, Mr. BALIHUTA P. Célestin) tomorrow morning. We understand that you will certainly have to discuss this with other parties and we hope to proceed in this matter quickly.

Ambassador Ubalijoro:

I would suggest a meeting for tomorrow 10 a.m. and I hope that the Entrepreneur and the Director of Construction will be present tomorrow.

I would like to see, however, the Minutes of this Meeting tomorrow at 8 or 8.30 a.m. at the latest and they should also be distributed to everybody concerned before the Meeting at 10 a.m. that everybody can look at it in order to review and comment on the contract.

Ms. Christine De Liso:


When we have the necessary documents ready tomorrow morning at 8 a.m. who shall we deliver them to?

Ambassador Ubalijoro:

I will come to UNAMIR at 8.30 a.m. to review and sign the Minutes of the Meeting. The Minutes will be distributed to:

- All participants of this Meeting;
- Ministry of Primary and Secondary Education;
- Ministry of Work
- Ministry of Social Affairs;
- Prime Minister;
- Ministry of Defense;
- Ministry of Finance;
- Director of CNFPP;
- Entrepreneur.

Signature:


Ambassador Mr. Ubalijoro

Summary of the Meeting

held at UNAMIR HQ

on 3 March 1994, 11.15 a.m.

Subject: Proposed lease agreement between UNAMIR and the Ministry of Primary and Secondary Education on the accommodation of 200 UN troops (Ghana) for a maximum of 4 weeks

Participants:

His Excellency, Ambassador Mr. Ubalijoro

Representative of the World Bank

Representative of the Ministry of Primary and Secondary Education (Mr. Balihuta)

Representative of the Ministry of Labor and Social Affairs

Representative of ILO

UNAMIR:

Ms. Christine De Liso, Chief Administrative Officer in Charge

Mr. Hans Benz, Chief Procurement Officer

Mr. Philip Mitnick, Chief Buildings Management Officer

Ms. Georgette Khraish, Contracts Assistant

Mr. David Violet, Interpreter

Ms. Johanna Englputzeder, Rapporteur

C. De Liso gives a briefing to the Representative of the World Bank on the above-mentioned subject and on what was discussed already during the Meeting yesterday afternoon.

The Rep. of the WB does not have any objections, points out, however, that the building is paid by WB-funds. In order to avoid any delay in finishing the construction, the contract on the occupation should be based on an agreement between UNAMIR and the contractor, who otherwise could use the occupation as an excuse to delay the completion of the construction. (Copy of the Minutes of the Meeting held yesterday and also a copy of the draft contract are given to the Rep. of the WB).

Can we be assured that the occupancy which is scheduled for 4 weeks will not be extended?

C. De Liso: Should a longer stay be necessary, we will look for other options to accommodate the soldiers. This is an emergency for UNAMIR, as the Ghanaian soldiers were supposed to move already two days ago and additional security for Kigali has to be provided.

The Rep. of the WB: the signatories of the contract should be the government (Ministry of Primary and Secondary Education), UNAMIR and the contractor.

Ambassador: This same objection was discussed yesterday (see Minutes). As soon as the transitional government is installed the soldiers will move out of the building.

Rep. of WB leaves the meeting at 12.00 a.m.

Mr. Balihuta: the contract should not be signed by UNAMIR and the Ministry of Prim. and Secon. Educ. - it should be the Ministry of Labor and Social Affairs, as the building after the completion of the construction will be turned over to the Ministry of Labor.

Ambassador: gives a briefing to the Representatives of the Ministry of Labor and Social Affairs and ILO on the above-mentioned subject and on what was discussed already during the Meeting yesterday afternoon.

H. Benz is proposing a letter of intent instead of a contract - all three signatories could sign on that.

Ambassador: contractor should list his conditions and this should be included in the contract/letter of intent.

Discussion on why the Ministry of Social Affairs should sign and not the Ministry of Education. The Ministry of Education set up the contract with the contractor and is still looking after the construction work, but the Ministry of Labor will be the future owner once the work is finished.

Conclusion: the Ministry of Education will sign the contract with UNAMIR and the Ministry of Labor will give its approval.

Rep. of ILO: The contract cannot be called contract when UNAMIR is not paying: see point 3.00 of the contract. Possibility of letter of intent should be considered.

Discussion on if the contractor should sign the contract or not - H. Benz thinks that this is an internal affair between the Ministry and the Constructor. Mr. Balihuta would like to be assured that the contractor indicates exactly his concerns, objections and conditions.

Ph. Mitnick: normally contracts always include an inventory list; the contractor himself has to provide, however, security for equipment he needs for his work (wood, sand, bricks etc.); we are talking about damages here, if any should happen UNAMIR will be responsible for them.

H. Benz is asking for the letter which was sent from the Ministry of Foreign Affairs offering UNAMIR the building (Ambassador shows him the letter). It is clarified that the letter is an invitation to discuss the use of the building, and not an offer.

Rep. of Min. of Social Affairs: would like to have legal department to have a look at this contract - confirmed by ILO representative.

C. De Liso would like to remind everybody that we are very short of time, the troops are waiting to move, as mentioned already this is an "emergency" for UNAMIR and we need to come to an agreement; besides we are talking about an agreement which lasts only 4 weeks.

Ph. Mitnick refers to the outline of yesterday (see Minutes); if an agreement could be made on the 5 Terms and Conditions and also on the concerns of the Representative of the WB, a letter of intent could be set up.

Contractor arrives at 1.00 p.m.

Ambassador: gives a briefing to the contractor on the above-mentioned subject and on what was discussed so far and already during the Meeting yesterday afternoon.

Contractor: understands suggestions; the building consists of 6 workshops (one 500 m2); the best ones for occupancy would be the "atelier métallique", "atelier d'électricité" and "atelier menuiserie". He points out, however, that if anything is damaged he would like to be protected that it does not go to his account. When the building is turned over to the new owner, there will still be a few small things that'll have to be fixed;

Ph. Mitnick understands concern, but we are in a big time problem, we are certainly not going to interfere with governmental regulations or with the completion of the construction of the building; the troops won't stay longer than 4 weeks - during these 4 weeks (if it should be necessary - depends on the establishment of the broad-based transitional government), we will look for other housing facilities for the troops. Are we going to agree on a letter of intent considering the 5 terms mentioned yesterday and concerns of today including an inventory list of all equipment, specifically of the three portions of the building that we would occupy?

Ambassador says that a survey will be carried out when the troops leave - if any damages caused by the troops, UNAMIR will be responsible.

Mr. Balihuta does not really understand the difference between a letter of intent and a contract - important is that there is "something to sign between UNAMIR and the Ministry of Education with the approval of the Ministry of Labor". He also has not had time yet to read the contract. As long as there is no "technical reception", there will still be concerns - 200 troops moving into the building is rather "massif" (concerning the installations, showers etc.). Contractor needs to help the Ministry to be able to control afterwards what was in which condition. In the points 6, 7, 8, 9, 9.01 of the contract, UNAMIR is declining responsibilities and turning them over to CNFPP. Until the building is turned over to the new owner, the contractor needs to read exactly the contract to check on all conditions and concerns and he should also sign.

Rep. of the Min. Social Affairs suggests that legal service from UNAMIR as well as from the Ministry have a quick look into the contract.

Contractor does not see why he should sign, it is not his building and it is not his responsibility. He is only responsible for technical aspects, but not for the occupancy; government (Ministry) should make a prior provisional reception and then the government is responsible for the occupied part of the building. He wants to be assured that any charges out of damages etc. are not affecting him. He has a contract with the Administration (Ministry of Primary and Secondary Education) - to facilitate this, the Ministry could issue a letter giving him the guarantee that he cannot be charged for anything, once the troops have left.

Ph. Mitnick recalls the contractor that he is still responsible as long as the construction is going on and until the property is turned over, for all the construction material (mainly at night) - he must provide security for the equipment that he needs for the instruction. The troops are staying 4 weeks or less, the facilities from the stadium (showers etc.) can also be used and the troops will be deployed around Kigali and so won't be all the time in the building. Apart from that, Ph. Mitnick would like to remind the contractor that a contractor (at least in the US) has to take care of the insurance of the building under construction until it is finished and turned over. Let us make the letter of agreement and present to the contractor this afternoon and he will see that it is protecting him and the owner. The only advantage for UNAMIR is having found a place for the troops to live while they have to stay in Kigali. Procurement should prepare a letter of agreement and then Procurement and the parties have a base to discuss on. Ph. Mitnick will also need to go to the building to make a plan and a map in which the location of the building is marked which should be included in the contract. Will also make photos if necessary to have enough documentation.

Ambassador reminds the contractor that he should be cooperative and consider that we are dealing with an international organization (UN) who is in Rwanda to install peace. The Ministry of Foreign Affairs requested and offered the building in question for the accommodation of the troops who are supposed to assure security in Kigali. Please (addresses to contractor) let us know what your concerns, your conditions and objections are and we will consider it.

Discussion is going on on who is actually the owner. There is apparently no owner. Why not simplify this in a letter of intent.

C. De Liso is asking when the parties are getting together for discussing the letter of agreement.

Discussion is going on - The contractor would want a provisional reception so that the Administration (Ministry) inspects exactly in which condition the building is which won't take longer than half a day. The Ambassador will notify the Director of Cabinet about inspection.

Conclusion: The parties get together tomorrow morning 8 a.m., inspection of the building will take place this afternoon, letter of agreement will be discussed and finalized and a meeting will be held tomorrow afternoon for the signatures. The Ambassador will send a representative for tomorrow as he cannot make it for personal reasons.

Signature:



Ambassador Mr. Ubalijoro

End of the Meeting: 2 p.m.

Distribution of the Summary to all the participants of the Meeting.

1:\, c:\alantes), eng

UAMIR
Appendix B

The following is a list of items that have not been installed in the buildings being granted for occupancy in this Letter of Agreement.

Masonry and Plumbing Workshop

Quantity

a. Lights (40 watt)	25
b. Switches, duplex	4
c. Switches, simplex	4
d. Outlets, single grounded	7
e. Outlets, 3 phase	14
f. Outlets, single ungrounded	10
g. Fuses	1
h. One coat of paint	
i. Door locks	1
j. Stairs and sidewalk not completed	
k. Mirrors and faucets missing	

Electrical Workshop

a. Lights (40 watt)	21
b. Switches, duplex	3
c. Switches, simplex	4
d. Outlets, single grounded	21
e. Fuses	1
f. One coat of paint	
g. Door locks	1
h. Stairs and sidewalk not completed	
i. Mirrors and faucets missing	

Auto Mechanic Workshop

a. Lights (40 watt)	25
b. Switches, duplex	2
c. Switches, simplex	13
d. Outlets, single grounded	26
e. Outlets, single ungrounded	14
f. Fuses	1
g. One coat of paint	
h. Door locks	1
i. Stairs and sidewalk not completed	
j. Mirrors and faucets missing	

Canteen

a. Lights (40 watt)	20
b. Switches, duplex	2
c. Switches, simplex	10
d. Outlets, single grounded	4
e. Outlets, grounded	1
f. Fuses	1
g. Turkish toilets	10
h. Water closets	2
i. Mirrors and faucets	
j. Stairs and sidewalk not completed	
k. One coat of paint	

TO: FC
FM: ADC

As I saw this document
today 19/2 at ± 11.00 I tried
to call up this Minister
but failed because ~~on~~
the telephone numbers we
have are incorrect. Weekend!
Durande left Meridie for
Parc l'Alhagera!

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTRE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE
L'ARTISANAT
B.P. 73 KIGALI.

Kigali, le 16 FEV. 1994

N° 275 / 13/05/94

Acov

Please
reference
true
through
CLOconnect the
and
schoolfor
Cov
17/2①
②
Cov
Did we not
answer this?
Please action ASAP.③
Acov
Pan due to
minister's
office (ASAP)
18/2

Monsieur le Commandant en Chef
de la MINUAR
B.P. 1223
KIGALI.

Monsieur le Commandant.

J'ai l'honneur de me référer à la lettre
n° PDO27 vous adressée en date du 3 février 1994 par le Chef de la mission de
l'entreprise BOHEA chargée de mener une étude de la filière Thé au Rwanda,
pour vous demander de faciliter à cette mission l'accès au complexe théicole
de MULINDI-BYUMBA (Usine + plantations) du 19 au 20 février 1994 ou du 20 au
21 février 1994.

Cette demande est urgente puisque la
mission de ces experts au Rwanda doit se terminer et quitter le pays le 22
février 1994.

Veuillez agréer, Monsieur le Commandant,
l'assurance de ma considération distinguée.

(*) V. Keanwishi, Mr Durando has
contacted Capt KUKU some days ago
who has told him that the visit could
not take place.

P.J :- Lettre PDO27 du 3/2/94
- Lettre PDO28 m'adressée
par la mission.

④ FC

1. I have been trying for more than
two weeks to find Mr Durando and
tell him that he not refuse the visit,
because:

a. Danger of mines (officially)
b. I guess that they do not want
a visit of a week no HQ

c. O.T/ No 72518 "not for official"

d. O.T/ No 72622.

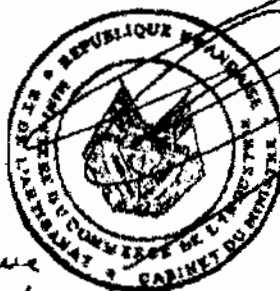
a local tells you have
to phone to hotel diplomat

e. In hotel diplomat they informed me that Mr Durando
has moved to Kigali
f. At Kigali I have been told several times that
Mr Durando is not in.

3. Still, the answer is No. X(4)

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE
L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Justin MUGENZI.



RECEIVED
OFFICE OF FC

Date 16/2/94

No. 699 By SP

REPUBLIQUE RWANDAISE
MINISTERE DU COMMERCE,
DE L'INDUSTRIE ET DE
L'ARTISANAT
B.P. 73 KIGALI.

Kigali, le 16 FEV. 1994

N° 275 /13/05/94

Monsieur le Commandant en Chef
de la MINUAR
Fax : 8 42 65
KIGALI.

Monsieur le Commandant,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre n° PDO27 vous adressée en date du 3 février 1994 par le Chef de la mission de l'entreprise BOHEA chargée de mener une étude de la filière Thé au Rwanda, pour vous demander de faciliter à cette mission l'accès au complexe théicole de MULINDI-BYUMBA (Usine + plantations) du 19 au 20 février 1994 ou du 20 au 21 février 1994.

Cette demande est urgente puisque la mission de ces experts au Rwanda doit se terminer et quitter le pays le 22 février 1994.

Veuillez agréer, Monsieur le Commandant, l'assurance de ma considération distinguée.

P.J :- Lettre PDO27 du 3/2/94
- Lettre PDO28 m'adressée
par la mission.

LE MINISTRE DU COMMERCE, DE
L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Justin MUGENZI.



bohea

Commandement en chef de la MINUAR

Hôtel Amahoro

KIGALI

n/ref: PD027

objet : Demande d'autorisation d'une visite
technique du complexe théicole de Mulindi

le 3 février 1994

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous demander l'autorisation de nous déplacer jusqu'à et sur le complexe théicole de Mulindi pour en effectuer une visite technique.

Sur financement de la Banque Africaine de Développement, notre société a été chargée par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, d'une étude de la filière thé au Rwanda c'est à dire de l'ensemble des activités théicole du pays, et de la préparation de leur privatisation. Les maîtres d'ouvrage délégués du projet sont l'Ocir-thé et le Ministère des Finances (Projet CR 2113 RW Entreprises Publiques).

La mission dont nous sommes chargés suppose que nous puissions réaliser un audit de chacune des plantations de thé placées sous tutelle publique. Mulindi est l'une de ces plantations.

Compte tenu de la situation particulière de cette plantation, nous souhaitons y effectuer une visite d'une seule journée. Pour être efficace cette visite suppose l'accès au site, l'accès à l'ensemble des installations techniques, la circulation la plus large possible sur les quelques 2000 hectares de la plantation, et si possible, la possibilité d'une inspection sommaire des bâtiments administratifs et des logements associés à la plantation ainsi que l'autorisation de prendre des photos de l'ensemble des éléments cités : usine, plantation, bâtiments.

Les personnes que nous souhaiterions associer à cette mission sont au nombre de 9 que nous répartirions en deux voitures : pour ce qui est de notre société, le chef de la mission, trois agronomes, notre spécialiste d'usine à thé, notre ingénieur génie civil, deux chauffeurs, pour ce qui est de l'Ocir, le Directeur de la plantation. Les noms des personnes concernées vous sont donnés en annexe.

Les deux dates qui nous conviendraient le mieux seraient par ordre de préférence, le vendredi 18 février et le jeudi 17. Si elles ne permettaient pas l'organisation d'une visite, nous pourrions envisager d'effectuer ce déplacement au cours des week-end du 12-13 ou du 19-20 février.

Pour toute information complémentaire relative à notre demande, nous vous invitons à prendre contact à l'une des adresses à Kigali indiquées ci-dessous.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre haute considération.

le chef de mission



P. Durrande

P.J. 1 : Liste des personnes constituant la mission

hôtel des Diplomates (tel 7 51 11, fax 7 53 75),
nos bureaux c/o société Genic, B.P. 20 88 Kigali, (tel 7 25 15 ou 7 26 22, fax 7 26 22)
l'Ocir thé (tel 7 44 10).

Bohea Limited
Consultants to Agro-industry
8 Church Street, Hemswell, Lincs, DN21 5UN, England
Telephone (0427) 686 418 Facsimile (0427) 686 066
Registered in England at the above address No. 1680382

A traiter par	08 FEB. 1994
Date d'entrée	
N° de réponse	
N° de classement	630

bohea

Monsieur le Ministre

Ministère de l'Industrie, du Commerce
et de l'Artisanat

B.P. 73
KIGALI

n/ref: PD028

objet : étude de la filière thé,
visite du complexe de Mulindi

le 7 février 1994

15 FEB. 1994

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous demander de bien vouloir intervenir pour que nos experts puissent effectuer une visite technique du complexe de Mulindi.

Ce complexe bien qu'aujourd'hui arrêté fait partie des plantations gérées par l'Ocir-thé et son audit rentre dans le cadre de l'étude sur la filière thé dont vous nous avez chargés. Il est par ailleurs le plus grand des complexes théicoles rwandais.

Le 3 février nous avons remis au commandant en chef de la Mission des Nations Unies au Rwanda (MINUAR), une demande d'autorisation pour accéder au site de Mulindi. Cette remise de lettre avait été accompagnée d'une présentation orale et d'une discussion de notre mission avec divers officiers du bureau de liaison.

La MINUAR nous avait officiellement informés de ce que notre demande faite dans des délais jugés plus que convenables ne lui posait pas de problème et que nous devions pouvoir sans difficulté bénéficier d'une escorte.

Le 4 février un officier de liaison de l'Armée Patriotique Rwandaise (APR) nous a informé par téléphone que certaines des dates que nous avions proposées, le 17 et le 18 février, ne pouvaient pas être retenues et que, pour ce qui est des autres dates proposées, nous serions avisés à une date ultérieure mais non définie.

Nous ne disposons pas encore de réponse officielle à notre demande mais le caractère essentiellement négatif de la réponse orale qui nous a été donnée et l'annonce du report sine die de toute décision la concernant nous fait craindre de n'être jamais en mesure d'effectuer une visite de Mulindi.

C'est pourquoi nous sollicitons votre intervention urgente.

Nous vous vous remercions par avance et vous prions, Monsieur le Ministre, d'agréer l'expression de nos sentiments les meilleurs.

le coordinateur de la mission



P. Durrande

P.J. 1 : - demande d'autorisation de visite à la MINUAR,

Copies : - OCIR-Thé, Monsieur le Directeur Général
- Ministère des Finances, Projet 2113.

Bohea Limited
Consultants to Agro-industry
8 Church Street, Hemswell, Lincs. DN21 5UN, England
Telephone (0427) 668 418 Facsimile (0427) 668 066
Registered in England at the above address No. 1680332

Commandement en chef de la MINUAR

Hôtel Amahoro

KIGALI

n/ref: PD027

objet: Demande d'autorisation d'une visite
technique du complexe théicole de Mulindi

le 3 février 1994

Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous demander l'autorisation de nous déplacer jusqu'à et sur le complexe théicole de Mulindi pour en effectuer une visite technique.

Sur financement de la Banque Africaine de Développement, notre société a été chargée par le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, d'une étude de la filière thé au Rwanda c'est à dire de l'ensemble des activités théicole du pays, et de la préparation de leur privatisation. Les maîtres d'ouvrage délégués du projet sont l'Ocir-thé et le Ministère des Finances (Projet CR 2113 RW Entreprises Publiques).

La mission dont nous sommes chargés suppose que nous puissions réaliser un audit de chacune des plantations de thé placées sous tutelle publique. Mulindi est l'une de ces plantations.

Compte tenu de la situation particulière de cette plantation, nous souhaitons y effectuer une visite d'une seule journée. Pour être efficace cette visite suppose l'accès au site, l'accès à l'ensemble des installations techniques, la circulation la plus large possible sur les quelques 2000 hectares de la plantation, et si possible, la possibilité d'une inspection sommaire des bâtiments administratifs et des logements associés à la plantation ainsi que l'autorisation de prendre des photos de l'ensemble des éléments cités: usine, plantation, bâtiments.

Les personnes que nous souhaiterions associer à cette mission sont au nombre de 9 que nous répartirions en deux voitures: pour ce qui est de notre société, le chef de la mission, trois agronomes, notre spécialiste d'usine à thé, notre ingénieur génie civil, deux chauffeurs, pour ce qui est de l'Ocir, le Directeur de la plantation. Les noms des personnes concernées vous sont donnés en annexe.

Les deux dates qui nous conviendraient le mieux seraient par ordre de préférence, le vendredi 18 février et le jeudi 17. Si elles ne permettaient pas l'organisation d'une visite, nous pourrions envisager d'effectuer ce déplacement au cours des week-end du 12-13 ou du 19-20 février.

Pour toute information complémentaire relative à notre demande, nous vous invitons à prendre contact à l'une des adresses à Kigali indiquées ci-dessous.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'expression de notre haute considération.

le chef de mission

P. Durrande

P.J. 1: Liste des personnes constituant la mission

hôtel des Diplomates (tel 7 51 11, fax 7 53 75),
nos bureaux c/o société Genie, B.P. 20 88 Kigali, (tel 7 25 15 ou 7 28 22, fax 7 26 22)
l'Ocir thé (tel 7 44 10).

RECEIVED	
OFFICE OF FC	
Date	3/2/94
No	581
By	J.P.


Bohea Limited
Consultants to Agro-industry
8 Church Street, Henslow, Lincs. DN21 5UN, England
Telephone (0427) 668 418 Facsimile (0427) 668 066
Registered in England at the above address No. 1680332

Please note
and confirm
in RPP for FC's
info.
4/2/94

03/02/94

VISITE DU COMPLEXE THÉICOLE DE MULINDI
COMPOSITION DE L'ÉQUIPE OCIR Thé-BOHEA
(février 1994)

OCIR-Thé

 Jean Claude Mivumbi Rwanda


BOHEA

Chef de mission
Patrick Durrande Passeport 89FL76109 France

Agronomes
Mike Boyd-Moss Grande Bretagne
Vincent Niyonzima Rwanda
Justin Bukeye CI 10074 Rwamiko Rwanda

Spécialiste usine à thé
Brian Parker Passeport 500070216 Grande Bretagne

Ingénieur génie civil
Guy Moncheney Passeport 015 89 France

 *Chauffeurs*
Nziglye Pierre Célestin Rwanda
Pascal Kabera CI 12965 Ngarama Rwanda

Kinshira, le 21 Janvier 1951

no 88/04.17 02

*File Copy
Original sent to DMZ
for action*

Monsieur le Représentant de la MINUAR
Comité de Conseil de Sécurité 3/Préfecture 3
Kinshira

Comité de
Conseil de Sécurité
Kinshira

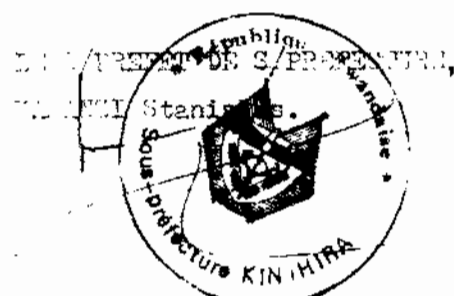
Il est l'honneur de vous inviter à la 4^{ème} réunion
du Comité de Conseil de Sécurité 3/Préfecture 3 en date du 7 mars 1951
à Kinshira à 14 heures.

Le jour proposé est le suivant:

- 14 heures 30, 15 heures, 16 heures, 17 heures, 18 heures, 19 heures, 20 heures, 21 heures, 22 heures, 23 heures, 24 heures, 1er jour de la semaine;
- 14 heures 30, 15 heures, 16 heures, 17 heures, 18 heures, 19 heures, 20 heures, 21 heures, 22 heures, 23 heures, 24 heures, 1er jour de la semaine;
- 14 heures 30, 15 heures, 16 heures, 17 heures, 18 heures, 19 heures, 20 heures, 21 heures, 22 heures, 23 heures, 24 heures, 1er jour de la semaine;

Il est l'honneur de recevoir l'assurance de ma haute

Signature





UNAMIR
COMMANDER SECTOR KIGALI
RWANDA

①
Fc
Sir

KIGALI, 04 Feb 94

Fc

I had the Kigali Sector Comd
to explain to me what he was
doing about the situation. This is
his reply and I asked him to
ensure he conveys the result
of the Board Enquiry to the
complainant.
Mon Colonel.

EST/2
DFC/CO

②
SARG

This was the incident
at the house of CDR
person.

④
MA p. 12
③
DFC
Noted and
filed to incident

Je tiens d'apprendre l'incident dont vous avez
été la victime le 1 février dernier à un barrage
routeur de la MINUAR à GIKOROO.

En mon nom personnel et en tant que
Commandant du Secteur KIGALI, je tiens à vous
exprimer ma plus entière désapprobation
suite à ce genre d'attitude et vous prie d'avoir
l'obligeance d'accepter mes excuses les plus sincères.

J'ai demandé à l'unité concernée d'entamer
immédiatement une enquête et ne manquerai
pas de vous tenir informé des suites qui y seront
données.

Dans l'intervalle, il est bien entendu que
des directives strictes ont été données afin que
ce genre d'incident, regrettable et contraire
à l'esprit de la mission pour laquelle nous sommes
ici, ne se reproduise plus.

En vous réitérant encore mes excuses, je vous
prie de croire, Mon Colonel, à ma plus parfaite
considération.

[Signature]
HARCHAZ
Col BEn

KIGALI, le 01 Fev 1994

N° 03 27/06.1.9



MINISTRE DE LA DEFENSE
CABINET DU MINISTRE
BP 22 KIGALI

Kigali Lecteur Canal (Hugues Dize)
Plus petit, réponse
S/C
4/1~

Monsieur le Commandant de la MINUAR
KIGALI

S/C : Monsieur le Ministre de la Défense
KIGALI



OBJET : Incident avec la MINUAR
au barrage routier
GIKONDO le 01 Fev 1994.

Monsieur le Commandant,

J'ai le regret de porter à votre connaissance que j'ai été humilié voire agressé par une équipe de militaires belges de la MINUAR en mission de barrage routier à GIKONDO ce 01 Février 1994 à 11H15B.

Voici en quelques mots comment l'incident s'est passé : je venais de KICUKIRO pour rejoindre le Ministère de la Défense où je travaille en qualité de Directeur de Cabinet, arrivé à GIKONDO je me suis vu devant un barrage routier de la MINUAR en mission de perquisition des véhicules. J'étais derrière quatre véhicules civils qui ont passé le barrage sans être perquisitionnés.

Mon tour arriva, un des militaires de l'équipe MINUAR fit signe de continuer et un autre fit le signe contraire et mon chauffeur mit le véhicule de côté à l'endroit lui indiqué pour le contrôle. Le Gendarme qui travaillait avec cette équipe de la MINUAR m'a présenté en vain. J'ai exhibé ma carte d'identité et ma carte de visite pour adoucir la brutalité de ces militaires belges à mon égard toujours sans résultats; et malgré qu'ils m'avaient déjà identifié, ils nous ont brutalement fait sortir du véhicule, ont commencé à étrangler mon chauffeur, pendant que deux autres militaires belges tentaient de désarmer le seul militaire de mon escorte qui m'accompagnait. Pendant tout ce temps les armes de cette équipe militaire belge après les avoir toutes armées étaient pointées sur ma personne.

Le Gendarme qui travaillait avec cette équipe est allé appeler un Lieutenant de la MINUAR qui se trouvait un peu plus loin et qui est venu heureusement remettre de l'ordre dans son équipe qui semblait affolée et m'a laissé partir.

.../...

RECEIVED
OFFICE OF FC
4/2/94
586 By J.P.

Je voudrais tout d'abord signaler que j'étais dans un véhicule militaire que j'utilise habituellement et que j'avais sur moi mes pièces d'identification qu'ils ont d'ailleurs refusé de contrôler. Je voudrais aussi précisé que je ne me suis pas opposé au contrôle puisque je me suis arrêté mais que je m'indigne du comportement barbare de cette équipe MINUAR en opposition de la recommandation de l'article 11 de la procédure opérationnelle pour l'établissement de la zone de consignation d'armes de KIGALI que nous avons si bien élaborée ensemble.

Je voudrais ensuite savoir si je figure sur la liste des suspects dont les véhicules doivent être complètement fouillés puisque quatre véhicules civils ont passé le barrage sous mes yeux sans aucun contrôle.

Je voudrais enfin vous signaler un autre incident avec la patrouille montée de la MINUAR encore une fois composée de militaires belges à ma résidence à KIMIHURURA le 29 Janvier 1994 vers mi-nuit. J'habite une rue secondaire étroite et ce jour là j'avais beaucoup d'invités qui l'avaient encombrée de leurs véhicules faute de parking dans cet endroit. Cette équipe de la MINUAR en patrouille arriva avec deux Jeeps manqua d'accès et exigea que tous ces véhicules soient déplacés pour céder passage. Cette opération ne fut pas possible parce que les propriétaires de ces véhicules étaient à l'intérieur de ma résidence. Cette équipe MINUAR a dû rebourser chemin après avoir proféré des menaces à ma garde et à certains de mes invités qui rentraient.

J'avais tu cet incident que je considérais non intentionnel mais comme ce lui d'aujourd'hui m'intrigue, il y a lieu de se demander si le premier était vraiment accidentel.

Veuillez agréer, Monsieur le Commandant, l'expression de ma très haute considération.

Copie pour information :

Colonel BEM L. MARSHAL

Commandant du Secteur KIGALI.

BAGOSORA Théoneste

Col BEMS

Directeur de Cabinet MINADEF

